

Les luttes sociales à Tananarive en 1972

Les événements de l'année 1972 ont eu une importance décisive dans l'histoire récente de Madagascar¹. Le régime installé en 1960 par les Français, qui avaient fait de l'île une colonie par l'expédition militaire de 1895, s'écroule sous la poussée de manifestations populaires qui prennent parfois une forme insurrectionnelle ; sa chute entraîne la décomposition de l'influence française qui, malgré la décolonisation, était restée dominante dans les secteurs économique, politique et militaire. Se met en place un régime contrôlé par des officiers qui se révéleront de tendance nationaliste et ne réussiront à s'imposer qu'après avoir brisé non seulement les politiciens de l'ancien régime mais, surtout, l'amorce de pouvoir populaire qui avait surgi des manifestations de rue. Ces événements ont eu pour théâtre Tananarive, où se sont jouées les parties décisives (le reste du pays n'ayant eu qu'un rôle indirect).

En ce début de 1972, Tananarive (Antananarivo « le village des mille guerriers »), capitale d'un État dont le système politique et économique est, suivant la tradition française, fortement centralisé², compte environ 360 000 habitants³. Lieu imprégné d'histoire, elle était la capitale du

1. A cette date, la population totale du pays est évaluée à 7 900 000 habitants (elle était de 5 200 000 en 1960), dont plus de la moitié ont moins de 20 ans. Dans ce chiffre sont compris 100 000 étrangers, dont 43 500 originaires des Comores installés dans leur quasi-totalité le long des côtes nord et nord-ouest ; ils ont, à l'époque, la nationalité française. Les communautés indo-pakistanaise et chinoise, chacune d'environ 3 000 personnes s'adonnant à des activités commerciales, sont implantées sur les côtes. Les Français, enfin, sont 31 000 : 20 000 à Tananarive, le reste éparpillé dans toutes les régions de l'île.

2. Le partage régional introduit par l'autorité coloniale dès son installation a fait de l'Îmerina et de Tananarive un lieu de production d'agents subalternes du système administratif et commercial colonial (les régions de la périphérie côtière étant spécialisées dans la production agricole destinée à l'exportation). Dans la capitale domine de façon évidente la couche sociale des bureaucrates : ils sont environ 70 000 relevant, pour les deux tiers, des services étatiques. La ville est également le lieu d'une importante concentration scolaire — il y a, par exemple, plus de 200 établissements secondaires peuplés d'environ 50 000 élèves ! L'université, la seule du pays, compte 5 000 étudiants. Scolaires et bureaucrates seront les principaux acteurs des événements que nous allons décrire.

Il n'existe pas, à Tananarive, de grandes entreprises ; les rares usines du pays ont été dispersées dans de lointaines villes de province. La dizaine de milliers d'ouvriers tananariviens, regroupés dans de petites unités de production, ne joueront aucun rôle autonome et resteront les satellites des bureaucrates.

3. Soit 34,6 % de la population urbaine et 13,3 % de la population totale (par

O.R.S.T.O.M.

Fonds Documentaire

N° : 1551

Cote B

Date : 9 JUIN 1982

B 1551

royaume qui s'est constitué dans les premières années du XIX^e siècle : la création de la ville, où l'on trouvait tous les groupes sociaux de l'Imerina, a concrétisé l'émergence du pouvoir central symbolisé, sur la colline la plus haute, par le palais du souverain. Au cours du XIX^e siècle, par la conquête militaire et l'implantation d'une administration s'appuyant souvent sur les chefferies locales, le royaume a fini par rassembler la plus grande partie des régions de l'île et s'est transformé en assimilant les techniques économiques et militaires européennes : il en a repris les modes d'administration, a implanté un vaste réseau d'écoles, adopté le protestantisme (à partir de 1869) comme religion d'État, utilisé dans l'armée et l'enseignement un grand nombre d'assistants techniques, en majorité d'origine anglaise.

La ville était peuplée de 50 000 habitants au moment où elle fut occupée par les troupes françaises. Devenue capitale de la colonie et siège du gouverneur général, elle fut un foyer permanent de résistance à l'autorité et connut périodiquement des crises ouvertes qui ne trouveront leur dénouement que dans la répression. Ainsi, en 1915-16, est démantelée une société secrète, la *vvs*⁴, qui recrute parmi les élèves des écoles de médecine et d'administration, et parmi le clergé malgache, surtout protestant. En mai 1929, les rues de la ville sont parcourues de manifestations massives pour l'égalité des droits entre Malgaches et Français ; les journalistes revendiquant la liberté de s'exprimer en langue malgache sont constamment réprimés jusqu'en 1936, date à laquelle le gouvernement de Front populaire imposera une certaine tolérance. C'est dans cette atmosphère qu'apparaît et se diffuse la revendication de l'indépendance. A partir de 1944, Tananarive est le centre d'un puissant mouvement nationaliste qui, sous la bannière du MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache), gagne tout le pays ; la ville est de nouveau le théâtre de puissantes et multiples manifestations de rue, et le lieu principal de la répression du mouvement⁵ : des milliers de Tananariviens sont arrêtés, torturés et déportés au bagne de Nosy Lava (l'« île longue », un îlot au large de la côte nord-ouest). C'est aussi à Tananarive que, à partir de 1956 et alors que la plupart des déportés sont toujours au bagne, se reconstruit le mouvement nationaliste qui aboutira, en 1958, à la création de l'AKFM⁶. A l'occasion des élections organisées par la France dans le cadre de sa stratégie de décolonisation, l'AKFM prend le contrôle

population urbaine est assez artificiellement désignée celle des 41 agglomérations de plus de 5 000 hab. et des 8 agglomérations de plus de 20 000 hab.).

4. Sigle de *Vy vato sakelika*, « Pierre, acier, section ».

5. Dans la nuit du 29 mars 1947, des postes administratifs et des camps militaires sont attaqués par des groupes armés. C'est le point de départ d'une insurrection paysanne qui, touchant 1,5 million de villageois, submergera les régions orientale et centrale de l'île. Alors que n'ont pas été établis de liens entre ce mouvement insurrectionnel et les nationalistes du MDRM, l'autorité coloniale fera immédiatement l'amalgame et brisera le mouvement nationaliste en procédant à de nombreuses arrestations.

6. AKFM, sigle de *Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantena' i Madagasikara*, « Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar ».

du conseil princi

Un des ressoi
du passé, le souv
l'abolition de la
avait détruit le r
rect par protecto
tenté de s'oppo
de théâtre, des p
cation artisanale
sont, malgré la r
testantes contrit
au souvenir de la
tiellement ses ac
religion d'État :
(avec l'armée et
royaume conserv
pasteurs que les
des foyers de ré
marquait l'oppo
leader de l'AKFM
chargés d'histoir
palais, fermé de
blement de plus
une intense ferv
contexte histori
dominante prote
allons décrire :
les grands rasser

Cette histor
et contribue à le
royaume ressort
vert du drapeau
leurs royales av
le porteur des a
tient à la famill
ont été occultés
constant à la p
assimilation, tel
des plus difficile
comme en écho
ces événements
contribuent éga

Deux élémer

1. La quasi-
plus de 90 % de
région. En aucu

du conseil principale de la ville et de l'assemblée provinciale de l'Imerina.

Un des ressorts permanents du mouvement nationaliste fut le souvenir du passé, le souvenir du royaume indépendant : ainsi, on ne cesse d'exiger l'abolition de la loi d'annexion de 1897 par laquelle le Parlement français avait détruit le royaume (après une brève tentative de gouvernement indirect par protectorat) ; les souverains, les dignitaires royaux qui avaient tenté de s'opposer à la mainmise française sont exaltés dans des pièces de théâtre, des poèmes ; des centaines de brochures et de livres de fabrication artisanale racontent l'histoire du royaume dont les grandes dates sont, malgré la répression, célébrées par les journaux. Les paroisses protestantes contribuent, par ailleurs, à rattacher la résistance nationaliste au souvenir de la royauté ; en effet, le protestantisme, qui recrutait essentiellement ses adeptes parmi la couche dirigeante, était devenu en 1869 religion d'État : dès lors, les paroisses ont été l'une des trois composantes (avec l'armée et l'administration) de l'appareil étatique ; seul élément du royaume conservé après la conquête française, elles sont restées (tant les pasteurs que les organisations de fidèles) durant toute la période coloniale des foyers de résistance nationaliste où la continuité avec le passé royal marquait l'opposition aux Français. Aussi n'est-il pas surprenant que le leader de l'AKFM soit un pasteur, responsable d'un des temples les plus chargés d'histoire de la ville, ni que la réouverture au culte du temple du palais, fermé depuis soixante-cinq ans, ait donné lieu en 1962 à un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes venues prier avec une intense ferveur pour la restauration de la patrie perdue. Tel est le contexte historique dans lequel il faudra replacer les cultes chrétiens, à dominante protestante, qui interviendront dans les événements que nous allons décrire : ils sont un élément du puissant nationalisme qui anime les grands rassemblements populaires.

Cette histoire est directement présente dans les événements de 1972 et contribue à leur donner sens ; l'articulation entre le nationalisme et le royaume ressort de multiples exemples : des manifestants arrachent le vert du drapeau national pour ne conserver que le rouge et le blanc, couleurs royales avant 1895 ; le général Ramanantsoa peut apparaître comme le porteur des aspirations nationalistes parce que, entre autres, il appartient à la famille des descendants de la dernière souveraine (grâce à quoi ont été occultés sa carrière d'officier de l'armée française, son soutien constant à la politique pro-française du gouvernement tsiraniste, son assimilation, telle qu'au moment de son arrivée au pouvoir il s'exprimait des plus difficilement en malgache). L'hymne du MDRM retentit à nouveau, comme en écho du mouvement nationaliste des années 1945-47. Enfin, ces événements vont se dérouler dans des lieux remplis d'histoire qui contribuent également à leur donner leur sens.

Deux éléments doivent être signalés :

1. La quasi-totalité de la population de la ville adhère à cette histoire : plus de 90 % des habitants sont originaires de Tananarive même ou de sa région. En aucune manière cette ville n'est donc comparable aux capitales

africaines où cohabitent, dans des proportions variables, des groupes issus des différentes ethnies du pays. Cette identité d'origine, cette histoire commune sont l'une des raisons non seulement du caractère massif des rassemblements dont nous parlerons, mais aussi de l'extrême difficulté avec laquelle sont arrivés à se manifester les antagonismes internes à la ville.

2. Cette histoire a créé une continuité entre la ville et la région de vallées dont elle est le centre, l'Imerina rurale, peuplée d'un million et demi d'habitants. Les réseaux familiaux, les cérémonies rassemblant périodiquement, au pied des tombeaux de leurs ancêtres, citadins et ruraux, le maintien en indivision de la rizière ancestrale, la participation active des citadins protestants à la vie de leurs deux paroisses — celle de Tananarive et celle de leur vallée d'origine — alimentent cette continuité, et les liens se maintiennent aussi vivaces, même quand l'installation en ville remonte à plusieurs générations. La continuité entre la ville et son environnement rural explique pourquoi, à aucun moment, le régime mis à mal dans les rues de Tananarive n'a pu trouver dans la campagne environnante la base d'une éventuelle contre-offensive.

Pour comprendre la position de l'équipe gouvernementale tsiraniste dans la capitale, il faut rappeler la manière dont elle a accédé au pouvoir. La répression de 1947-48 a démantelé le mouvement nationaliste, éliminé ses militants de la scène politique ; entre 1948 et 1956, l'autorité coloniale va imposer dans les assemblées locales et métropolitaines les politiciens qu'elle avait, en 1946-47, regroupés dans le PADESM (Parti des déshérités de Madagascar, dont Tsiranana est l'un des fondateurs), créé dans l'espoir — d'ailleurs vain — de faire obstacle au mouvement nationaliste sur le terrain électoral. Les politiciens ainsi fabriqués par le colonisateur (Tsiranana est député socialiste au Parlement français) sont installés dans les institutions (gouvernement et parlement) mises en place, dans le cadre de la décolonisation, à partir de 1957.

Il n'est pas question d'évoquer ici l'ensemble des mesures et des événements complexes qui, entre 1956 et 1960, ont permis à la France de contenir la poussée des nationalistes rassemblés dans l'AKFM et d'imposer l'équipe tsiraniste : élections massivement frauduleuses, maintien en déportation — donc neutralisation — jusqu'en 1960 des prisonniers de 1947, menace permanente de diviser l'île en six États indépendants afin d'isoler la province centrale, fief des nationalistes, baptisés communistes, etc.

Précisons le cadre idéologique dans lequel s'est effectuée l'accession au pouvoir de l'équipe tsiraniste — ces politiciens anti-nationalistes réunis, après le PADESM, dans le PSD (Parti social-démocrate⁷). Leur orien-

7. Le nom du parti tsiraniste marque sa filiation avec le Parti socialiste français auquel adhérait Tsiranana quand il était député à Paris — parti qui, faut-il le rappeler, fut de 1945 à 1958 le principal parti gouvernemental ; un militant socialiste français restera membre du gouvernement tsiraniste avec, à la fin, le titre de vice-président, jusqu'à la chute en mai 1972 !

tation se résumait en une seule idée : la continuité française (l'absence de l'indépendantisme est le refus de l'indépendantisme gaulliste) et l'unité de l'Imerina ; la seule protection à laquelle aboutissant voulu par la grande coloniale de 1895 une lib

Le contrôle constituerait, et au retour du enfermé dans ce sion d'une seule

L'installation en opposition de la présence niale, contre le ville ; elle s'est le retour à une avait été la ca résistance aux é pable de se dé de son péché or alors réglé, en c

Tel est le cours des années l'appareil d'État développement à l'époque colo 1972, les Franç les instances du par une centain assistants, dor secondaire et d

Entre 1960 tions conquises communes red offensive (avec où le gouvern les élections en cipal, et trois d au Parlement, : gouvernementa

tation se résume à l'articulation de deux axes : la perpétuation de l'autorité française (l'un des thèmes essentiels de la propagande de Tsiranana est le refus de l'indépendance, qui lui sera imposée par le gouvernement gaulliste) et l'unification des côtiers contre Tananarive (et, plus largement, l'Imerina) ; la présence et le pouvoir des Français sont invoqués comme la seule protection des peuples de la périphérie contre l'hégémonie merina, à laquelle aboutirait inmanquablement l'instauration de l'État indépendant voulu par les nationalistes. Ce n'est là que la répétition d'une propagande coloniale qui, pendant plus de soixante années, a fait de l'expédition de 1895 une libération des populations du despotisme royal.

Le contrôle du pouvoir central du nouvel État par les tsiranistes constituerait, avec la présence française, l'obstacle à l'hégémonie merina et au retour du passé, assimilé au joug tananarivien. Ainsi le nationalisme, enfermé dans cette division opposant Côtiers et Merina, demeure, expression d'une seule région, enraciné dans une histoire partielle.

L'installation au gouvernement de l'équipe tsiraniste s'est donc opérée en opposition radicale à Tananarive : elle s'est faite au nom du maintien de la présence française, au nom de la continuité de la domination coloniale, contre les luttes anticoloniales qui ont eu pour centre et foyer la ville ; elle s'est faite au nom de la protection des peuples de la Côte contre le retour à une hégémonie merina symbolisée par ce royaume dont elle avait été la capitale et dont le souvenir était l'élément principal de la résistance aux étrangers. Entre 1960 et 1972, l'équipe tsiraniste sera incapable de se détacher de cette origine, elle ne parviendra jamais à se laver de son péché originel. Là sont les racines de son isolement en 1972 : s'est alors réglé, en quelques heures, un compte ouvert en 1947.

Tel est le gouvernement qui, en 1960, détient l'autorité centrale ; au cours des années suivantes, les Français vont lentement se retirer de l'appareil d'État tout en le truffant de partisans du régime ; malgré un développement quantitatif considérable, cet appareil reste ce qu'il était à l'époque coloniale, le mode de pouvoir qui le fonde reste le même. En 1972, les Français avaient toujours le contrôle de postes stratégiques dans les instances du pouvoir central (les services de la Présidence étaient dirigés par une centaine d'assistants techniques !) et, avec deux mille à trois mille assistants, dominaient massivement l'institution scolaire (au niveau du secondaire et du supérieur) et les forces armées.

Entre 1960 et 1965, l'opposition AKFM sera d'abord éliminée des positions conquises en province, puis de l'Imerina rurale où la totalité des communes redevient le monopole du parti gouvernemental ; mais cette offensive (avec son cortège de répression) s'arrête aux portes de la capitale où le gouvernement va tolérer la pratique du jeu politique démocratique : les élections envoient jusqu'en 1972 une majorité AKFM au conseil municipal, et trois députés AKFM (sur les cinq qui représentent la ville) siègent au Parlement, simple lieu d'affrontement des intérêts des factions du parti gouvernemental. Alors que le reste du pays est soumis à l'omnipotence

du PSD — de plus en plus imbriqué avec l'administration et devenu la deuxième composante de l'appareil d'État —, alors que les élections ne sont plus que des cérémonies à la gloire des vertus du régime et de ses agents, quelle signification faut-il donner à la persistance de cette enclave tananarivienne où est mise en scène une lutte politique désormais symbolique ?

L'opposition tananarivienne

Replaçons ce maintien de l'opposition AKFM à Tananarive dans une perspective globale. Dans quelle situation se trouve, en 1960, le gouvernement imposé par les Français pour perpétuer leur domination ? Il est pris dans les limites d'une décolonisation maîtrisée de bout en bout par les colonisateurs : elle secrète l'émergence dans l'appareil étatique d'une couche dirigeante ; en effet, le système d'exploitation capitaliste pratiquée dans l'île, les organismes commerciaux et bancaires, les entreprises et plantations industrielles sont, par les accords de coopération économique, préservés de la décolonisation (en 1972, non seulement ces organismes et entreprises sont toujours propriété des intérêts français, mais les cadres qui les dirigent sont toujours, jusqu'à un échelon hiérarchique fort bas, des Français expatriés). Or, la colonisation avait spécialisé l'Imerina dans la production d'agents malgaches subalternes destinés à la bureaucratie administrative et commerciale ; un réseau scolaire particulièrement dense y avait donc été implanté. Si on laisse jouer les mécanismes de la décolonisation, la couche dirigeante se constituera immanquablement à partir de la bourgeoisie bureaucratique concentrée à Tananarive, base sociale des adversaires nationalistes du régime. C'est pourquoi celui-ci va s'efforcer de contenir la poussée des Tananariviens dans l'appareil étatique, en retardant le plus possible le départ des Français de manière à se donner le temps d'y installer des originaires des régions côtières. Ceux-ci formeront le noyau d'une petite bourgeoisie qui sera munie des moyens de son développement et de sa reproduction par la construction d'établissements scolaires dans les régions de la périphérie. Le régime tsiraniste qui, en 1960, n'existait que par la tutelle des anciens colonisateurs, va peu à peu se donner une base sociale. L'existence tolérée de l'opposition AKFM dans la capitale prend sa signification dans cette pratique d'ensemble : le régime conserve ainsi ce qui unifie autour de lui la bourgeoisie côtière en voie de formation — son seul ciment étant l'antagonisme avec Tananarive et la population des Plateaux, le souvenir du despotisme royal subi par tous et la peur du retour de l'hégémonie merina dans l'État indépendant. Ainsi le régime fige-t-il la conjoncture dans les termes à travers lesquels il a accédé au pouvoir.

Quelle situation va se nouer dans la capitale même ? Les dirigeants et les militants de l'AKFM sont conscients de leur impuissance ; la ville, où ils conservent une certaine hégémonie, est entièrement isolée du reste du pays ; le parti gouvernemental est omniprésent, jusque dans cette

Imerina rurale (rive même, le partionnaires et de celle des descen régime démontr plusieurs fois pa où paradent, so au Président, d citadins d'origi d'analyser la fra associations et s idéologique qui tation nationali soigneusement cependant inter ment, les quel tiques de sociét

L'existence effets : (a) Un menté par les p essais sur la cul tidiens qui y pa la ville) ; mais c les luttes anticc entre la résistar sonnier de l'ant (b) Parallèleme image d'agents nalisme qui res vivre qu'à ce pr

En ce début il nous faut rap

8. Ce n'est là cesse cherché à s' la libération par l des Plateaux la d été arrachés aux :

9. Comme noi vallées de l'Imerit produit de la seul cratique pour les :

10. On n'assis plusieurs régimes nation aux Franç lismes, se présent

Imerina rurale qui était leur fief quelques années auparavant. A Tananarive même, le parti gouvernemental est fortement implanté chez les fonctionnaires et dans une catégorie particulière de la population urbaine, celle des descendants des esclaves (les *andevo* ou *mainity*, les Noirs)⁸. Le régime démontre l'isolement et l'impuissance de l'opposition en organisant plusieurs fois par an d'immenses défilés dans les principales rues de la ville où paradedent, sous des pancartes affirmant leur attachement au parti et au Président, des milliers de paysans d'Imerina, de fonctionnaires et de citoyens d'origine *andevo*⁹. Placés dans une telle situation, incapables d'analyser la fragilité des gouvernements, la direction de l'AKFM et les associations et syndicats qui lui étaient liés ont accepté le rôle purement idéologique qui leur était concédé ; ils ont continué à développer une orientation nationaliste centrée sur la dénonciation de la présence française et soigneusement cantonnée au niveau des mots, écrits ou parlés (ils sont cependant intervenus pour régler, par la négociation avec le gouvernement, les quelques grèves apparues dans certains services bureaucratiques de sociétés commerciales ou parmi les étudiants).

L'existence de l'opposition AKFM, tolérée à Tananarive, aura deux effets : (a) Un courant nationaliste très puissant s'y maintiendra, alimenté par les pièces de théâtre, les poèmes, les ouvrages historiques, les essais sur la culture ancestrale, véhiculé par la dizaine de journaux quotidiens qui y paraissent (et dont la diffusion ne dépasse pas les portes de la ville) ; mais ce nationalisme demeurera figé, tel qu'il s'est constitué dans les luttes anticoloniales ; il restera en particulier fondé sur l'articulation entre la résistance aux étrangers et le souvenir du royaume merina. Prisonnier de l'antagonisme avec les Côtiers, il y sera sans cesse refoulé. (b) Parallèlement, les gouvernements ne pourront se libérer de leur image d'agents des Français : il leur est impossible de récupérer ce nationalisme qui reste le monopole d'une opposition qu'ils ne peuvent laisser vivre qu'à ce prix¹⁰.

Preliminaires à la crise de 1972

En ce début de 1972, le régime semble avoir surmonté une crise dont il nous faut rappeler les principaux événements : dans la nuit du 1^{er} au

8. Ce n'est là que la poursuite de la pratique de l'autorité coloniale qui a sans cesse cherché à s'appuyer sur les descendants de ces esclaves dont elle magnifiait la libération par les troupes françaises. Il s'agissait d'introduire parmi la population des Plateaux la division Merina-Côtiers, les esclaves étant présentés comme ayant été arrachés aux populations de la Côte par les expéditions royales du XIX^e siècle.

9. Comme nous le verrons, cette implantation du parti gouvernemental dans les vallées de l'Imerina et chez les fonctionnaires se révélera complètement artificielle : produit de la seule coercition, administrative et policière pour les paysans, bureaucratique pour les fonctionnaires, elle s'effondrera lors des journées de mai.

10. On n'assistera pas à ces retournements spectaculaires auxquels ont procédé plusieurs régimes africains : des politiciens mis en place sur la base de leur subordination aux Français se muant en porte-parole du plus intransigeant des nationalismes, se présentant comme les héros de la lutte contre l'ex-métropole !

2 avril 1971, dans l'extrême Sud du pays, sous la direction de militants d'un parti que d'aucuns croyaient disparu, le MONIMA¹¹, des milliers de paysans armés occupent la plupart des petites villes de la région et se dispersent le lendemain de leur démonstration. La répression menée par la gendarmerie et les milices du parti gouvernemental prend une ampleur considérable : 2 000 tués, 5 000 prisonniers, torture généralisée, villages et récoltes détruits ; à Tananarive, une douzaine de militants du MONIMA sont emprisonnés.

A la même époque (mars-avril 1971), les étudiants sont en grève, mais leurs manifestations ne sortent pas de l'enceinte du campus universitaire. Ils protestent contre l'application, dans le déroulement des examens, de décrets pris par le gouvernement français¹² ; le pouvoir réussira à arrêter le mouvement en mettant en place une commission de négociation qui se montrera tout à fait inefficace.

Le 1^{er} juin, à la sortie d'un conseil de gouvernement, Resampa, dauphin de Tsiranana, est arrêté : cette arrestation, aboutissement d'une lutte entre les factions de la classe dirigeante, est suivie de quelques dizaines d'autres, puis d'une vaste épuration dans les instances dirigeantes du parti, parmi les fidèles de l'ancien ministre de l'Intérieur et secrétaire général.

En septembre et octobre de la même année, la découverte d'une organisation clandestine aux orientations mal définies entraîne l'incarcération d'une centaine de paysans des Plateaux et d'une dizaine d'intellectuels tananariviens (dont certains sont responsables d'associations catholiques).

L'alliance avec l'Union sud-africaine, amorcée dès 1968, se renforce ; elle est célébrée avec insistance à la radio et dans les discours officiels — Tsiranana expliquant que cette alliance permettra la disparition de l'apartheid dans la mesure où Vorster et ses amis pourront, par l'exemple de Madagascar, constater que les « Noirs sont capables de se gouverner tout seuls » !

Enfin, on assiste à un renforcement proprement insensé du culte entourant le personnage présidentiel qui se dit l'élu de Dieu et des ancêtres : les contacts directs qu'il a avec la divinité sont la source de son omniscience. Cette mystique atteint un sommet dans la campagne qui précède sa réélection à la présidence, à la quasi-totalité des voix, le 30 janvier. Soit trois mois et demi avant la chute !

Les événements de 1971 créent à Tananarive les conditions d'émergence de la crise révolutionnaire de 1972 ; la rupture entre le régime et la

11. MONIMA, sigle de *Madagasikara oironin'ny Malagasy*, « Madagascar porté et pressé entre les bras des Malgaches ». Parti nationaliste créé en 1958 dont l'influence se limite à la province du Sud, il restera à l'écart du regroupement opéré autour de l'AKFM ; après 1960, il évite l'élimination grâce à la solidité de son implantation villageoise et cristallise un mouvement essentiellement paysan.

12. L'application de ces décrets est la conséquence des accords de coopération culturelle qui font de l'enseignement malgache une partie intégrante de celui existant dans l'ancienne métropole.

population de la capitale : questions :

— Grâce aux informations du journal *Ny Andry* dans le Sud sont bien terrain et parfois de s'en approcher et sont assimilés aux jours de 1947-48, qui fit agissements (des marchés) aura un le régime montre se peuples de l'île, et membres deviennent venus d'outre-mer. malgache rassemble l'écouter, comme

— L'alliance avec l'arrivée de n à des sociétés de aérienne régulière) la crainte de voir : la même discrimination régime tsiraniste, tout naturellement coloniale.

— Enfin, les tananariviens sont interpellés par laquelle reposait la population de régnant dans le cercles extérieurs ciateurs de la licence assez librement le

Simultanément l'AKFM vont sortir régime. Justifiant les timides manifestations de l'association pour faire cesser les actions qui en sera éviter que les évènements en colère : comme de paysans incourus de l'année

population de la capitale semble s'être polarisée autour de trois grandes questions :

— Grâce aux informations diffusées par les militants regroupés autour du journal *Ny Andry* (« Le Pilier »), l'ampleur et les formes de la répression dans le Sud sont bientôt connues : les cadavres des paysans laissés sur le terrain et parfois dévorés par les chiens, l'interdiction faite aux parents de s'en approcher et de les enterrer (sous peine d'arrestation ou de mort), sont assimilés aux pratiques des colonisateurs et d'abord à la répression de 1947-48, qui fit près de cent mille victimes. La dénonciation de ces agissements (des poèmes vengeurs sont, par exemple, distribués sur les marchés) aura un retentissement considérable. En se comportant ainsi, le régime montre son mépris du culte des ancêtres, pratiqué par tous les peuples de l'île, et se coupe lui-même de la communauté malgache ; ses membres deviennent des étrangers, tout comme les Français, leurs maîtres venus d'outre-mer. Le discours unitaire du pouvoir célébrant la famille malgache rassemblée autour de son père présidentiel sonne, pour ceux qui l'écoutent, comme une sinistre farce.

— L'alliance avec l'Union sud-africaine — de plus en plus manifeste avec l'arrivée de missions, l'octroi de concessions minières et territoriales à des sociétés de Johannesburg (avec laquelle a été établie une liaison aérienne régulière) —, l'apartheid dont tout le monde a idée, suscitent la crainte de voir s'établir une nouvelle domination étrangère fondée sur la même discrimination que celle subie pendant soixante-cinq ans. Le régime tsiraniste, agent du maintien de la présence française, apparaît tout naturellement comme l'éventuel fourrier d'une nouvelle domination coloniale.

— Enfin, les trois vagues d'arrestations successives effectuées à Tananarive sont interprétées comme la rupture de la convention implicite sur laquelle reposait le fonctionnement de l'opposition AKFM et par laquelle la population de la ville se trouvait relativement à l'abri de l'arbitraire régnant dans le reste du pays. Les arrestations, bien que frappant des cercles extérieurs à l'AKFM, sont perçues comme autant de signes annonciateurs de la liquidation de l'enclave tananarivienne, où se déroulait assez librement le jeu politique.

Simultanément, face à certains de ces événements, les dirigeants de l'AKFM vont sortir de l'opposition verbale et affirmer leur soutien au régime. Justifiant publiquement la répression dans le Sud, ils bloqueront les timides manifestations de solidarité apparues dans la ville ; par le biais de l'association syndicale étudiante qu'ils contrôlent, ils interviennent pour faire cesser la grève du campus, se prêtant à la parodie de négociations qui en sera l'épilogue. Ils animent une campagne incessante pour éviter que les événements du Sud trouvent un écho parmi les étudiants en colère : comme les gouvernementaux, ils dénoncent la manipulation de paysans inconscients par des aventuriers à la solde de l'étranger. Au cours de l'année 1971, les dirigeants de l'AKFM sont contraints de décou-

vrir de plus en plus leur collusion avec un régime qui, de son côté, est en train de perdre de plus en plus de sa légitimité : aussi n'est-il pas surprenant que les attaques du journal *Ny Andry*, qui depuis quelques mois dénonce avec véhémence cette collusion, connaissent durant cette même année un retentissement croissant.

Comme nous le verrons, la grève scolaire et la semaine insurrectionnelle seront explicitement et essentiellement dirigées à la fois contre le régime et contre l'opposition officielle : de façon significative, le bâtiment de l'Hôtel de ville, qui symbolise le pouvoir de l'AKFM, sera incendié par les manifestants. Cette mobilisation populaire n'a été rendue possible que parce que l'AKFM était devenue incapable d'assumer le rôle qu'elle avait jusque-là tenu : c'est durant cette année 1971 qu'elle a peu à peu perdu toute capacité de rassembler autour d'elle, au bénéfice du régime, la majorité des habitants de Tananarive.

I. — LA CRISE SCOLAIRE

Son point de départ est modeste et passe inaperçu dans le fracas de l'élection présidentielle : les 210 étudiants de l'école de médecine de Befelatanana (« le latanier »)¹³ se mettent en grève dans la deuxième quinzaine de janvier. Cette école a été fondée au début du siècle pour former un corps de médecins auxiliaires malgaches, destinés à être les subordonnés des médecins européens ; hiérarchie qui a été maintenue alors que de nombreux Malgaches étaient diplômés des facultés françaises. La décolonisation s'est traduite par l'organisation, à l'université de Tananarive, des trois premières années de l'enseignement médical français — les étudiants continuant à aller en France achever leurs études. Quant à l'école de Befelatanana, elle assure, comme par le passé, la formation de médecins de rang inférieur : ses élèves sont recrutés par concours au niveau de la classe de troisième ; chaque province ayant droit à un contingent fixe, la majorité des élèves fait partie de la nouvelle bourgeoisie côtière sur laquelle s'appuie le régime.

Le mouvement naît de revendications partielles : conditions d'internat, qualité de la nourriture, insuffisance des bourses. Mais, au fil des semaines, elles vont se multiplier et se radicaliser : les élèves exigent que leur soit donnée la possibilité de sortir de la filière inférieure dans laquelle ils sont enfermés (du fait qu'ils ne sont pas titulaires du baccalauréat) pour accéder à la filière supérieure, celle qui forme les médecins à part entière ; plus généralement, ils dénoncent l'injustice de l'implantation géographique des médecins — un pour 1 618 habitants dans les villes, un pour 21 784 dans les régions rurales — et protestent contre leur affectation obligatoire

13. Cette école a été le foyer de la société secrète VVS démantelée en 1915-16 et considérée comme l'ancêtre du mouvement nationaliste. Les principaux dirigeants de ce mouvement furent d'ailleurs des médecins issus de cet établissement. Son passé prestigieux marque, en le renforçant, l'impact, sur la ville, de la grève de ses élèves.

dans les postes
issus des facultés
privée.

Dans la capitale
tiennent leurs
et tracts sont
daires et à l'instar
à la rue les
familles tananari-
delà de la divi-
cratique qui r-
ne peuvent f-
d'être mainte-
repris à son c-

Le soutien
geants d'orga-
ment supérieu-
ciation syndi-
ciation repré-
mouvement.
l'AKFM a per-
ment : ses mi-
ils ne peuvent
larisation dan-
dans une nég-

Celui-ci re-
l'opposition lé-
tenant à sa p-
d'habitude, ré-
lentement cor-
sion d'en finir
la proclamati-
trop tard : le
collèges tanan-

Les mardi
élèves et étu-
universitaire
sembler dans
cer un défilé
organisme dir-
et ils sont au
d'Alarobia («
nale leur a fix-

14. AEMEF

dans les postes médicaux ruraux sous-équipés — alors que les médecins issus des facultés sont libres de s'installer en ville, où existe une clientèle privée.

Dans la capitale, la grève trouve un écho croissant : les étudiants tiennent leurs réunions en dehors de l'école, au foyer protestant ; dossiers et tracts sont largement diffusés, surtout dans les établissements secondaires et à l'université. Lorsque le gouvernement ferme l'école et jette à la rue les internes d'origine côtière, ceux-ci sont hébergés dans des familles tananariviennes. Autour de ces étudiants en lutte s'amorce, au-delà de la division ethnique, la solidarité d'une petite bourgeoisie bureaucratique qui reste confinée dans des emplois subalternes et dont les enfants ne peuvent franchir l'obstacle du baccalauréat ; le refus des étudiants d'être maintenus dans une position inférieure est tout naturellement repris à son compte par l'ensemble de cette couche sociale.

Le soutien à la grève est plus directement pris en charge par les dirigeants d'organisations diverses : le syndicat des professeurs de l'enseignement supérieur, l'association des médecins formés dans cette école, l'association syndicale étudiante ; ils constituent, avec les membres de l'association représentant les élèves¹⁴, le centre qui donne son orientation au mouvement. Or, pour la première fois depuis quinze ans, il apparaît que l'AKFM a perdu l'hégémonie dans ces cercles qu'elle contrôlait entièrement : ses militants n'arrivent pas à prendre la direction du mouvement, ils ne peuvent empêcher la radicalisation des revendications et leur popularisation dans les écoles et les facultés, ils ne parviennent pas à le canaliser dans une négociation avec le gouvernement.

Celui-ci reste longtemps passif, préférant laisser le champ libre à l'opposition légale — et ce d'autant plus que, la majorité des élèves appartenant à sa propre base sociale, il croit que l'AKFM est, plus encore que d'habitude, réduite à son rôle de relais gouvernemental. Il ne prendra que lentement conscience que l'événement sort du schéma habituel : la décision d'en finir n'est arrêtée que trois mois après le début de la grève avec la proclamation solennelle, le 22 avril, de la dissolution de l'AEMEP. Il est trop tard : le lundi 24 avril, la grève est déclenchée dans les lycées et collèges tananariviens, elle gagne l'université où elle s'étend le lendemain.

Les mardi 25 et mercredi 26 avril sont des journées essentielles. Le 25, élèves et étudiants sortent des établissements scolaires et du campus universitaire où ils se sont mis en grève la veille. Ils réussissent à se rassembler dans le parc d'Ambohitovo (« la colline des enfants ») et à amorcer un défilé sur l'avenue de l'Indépendance. Le 26, ils se dotent d'un organisme dirigeant composé de deux délégués par établissement en grève, et ils sont au moins 30 000 à se rendre en cortège d'Ambohitovo au stade d'Alarobia (« le stade du mercredi ») où le ministre de l'Éducation nationale leur a fixé rendez-vous.

14. AEMEP : Association des étudiants de médecine et de pharmacie.

Soulignons l'erreur d'une telle convocation, dans un tel lieu, de la part d'un membre du gouvernement : elle fournit alors aux scolaires l'occasion de traverser, par une marche de sept kilomètres, une grande partie de la ville, tandis que la foule — parmi laquelle se trouvent beaucoup de parents — massée sur leur passage multiplie les actes de solidarité. Les jeunes sont regroupés par établissement, une pancarte donne le nom de leur école, une forêt de banderoles exprime leurs revendications. Celles-ci sont de trois ordres :

- celles qui condamnent la dissolution arbitraire de l'association des étudiants de l'École de médecine et manifestent leur solidarité ;
- celles, inspirées de l'opposition AKFM (reconnaissables par les formules, le vocabulaire), qui disent la même chose d'une autre manière ;
- celles qui traduisent une tendance qui, dans les jours suivants, dominera le mouvement : l'école est dénoncée comme le lieu de fabrication des classes sociales ; les scolaires affirment leur refus d'être les jouets de décisions venues d'ailleurs ; l'objectif est lancé d'organiser un congrès national des scolaires pour construire l'école future.

Ces différentes sensibilités s'unifient dans la dénonciation unanime et totale de l'impérialisme culturel français : tous demandent la suppression des accords de coopération culturelle qui ont fait du système scolaire malgache une annexe de celui de l'ancienne métropole ; tous réclament le départ des coopérants qui contrôlent l'institution scolaire. C'est cette exigence qui cimentera la masse des manifestants, principalement unis contre la domination étrangère dans l'enseignement.

L'événement, dont le stade sera le cadre, a son importance. Le ministre est entouré de quelques dizaines de militants du parti gouvernemental, arborant des chapeaux (et pour certains, par-dessus leur costume européen, des vêtements) marquant leur appartenance aux divers peuples du pays ; cette mascarade a pour but de placer l'événement sous le signe de la division ethnique, elle est l'illustration du discours que va tenir le ministre. Celui-ci rejette en effet avec violence les revendications formulées sur les pancartes qu'il a devant lui ; il somme ses interlocuteurs de retourner dans les écoles ; il les accuse d'être des privilégiés ; pour les intimider, il brandit la menace des paysans et des peuples de la Côte. Son discours est interrompu par les cris, les chants parodiques de la foule des jeunes refusant de réintégrer les écoles. Enfin, un porte-parole des scolaires ose intervenir (malgré les nombreux policiers qui, mitrailleuse au poing, entourent le stade) pour dire au ministre que, puisqu'il n'a rien apporté de nouveau quant à la transformation de l'enseignement, la grève se poursuivra.

Le gouvernement subit ce jour-là une défaite qu'il ne pourra jamais effacer : massivement, les scolaires sont entrés dans une véritable dissidence.

A partir de c
sitaire¹⁵ : ils s'y
tive qui, pend
dizaines de mil
constitué par le
établissement s
dizaine de mer
l'assemblée gér
de la ville étar
ce dernier pou
la grève, la « c
déceler dans le
l'élimination p
l'opposition lé
organismes sp
à échapper au
« Animation-p

La journé
par école, se
le système d'
toujours étal
délégués au C
des directive
monde se re
informations
ou les journa
siège dans la

Il faut si
tion-propag
de permane
fabrication
réflexion co
sont non s
les tracts q
installés da
tion-propag
contenu de
la réflexior
tion idéolo
tique d'en

Devan

15. Le
en 1960 ; il
de l'autor
(Forces réj
rienne du :

A partir de ce moment, les grévistes vont s'établir au campus universitaire¹⁵ : ils s'y donnent une organisation permettant une pratique collective qui, pendant trois semaines, rassemblera chaque jour plusieurs dizaines de milliers de jeunes. Le centre dirigeant du mouvement est constitué par le « Conseil permanent », composé de deux délégués élus par établissement scolaire ; en son sein est choisi un « Comité de grève » d'une dizaine de membres. Ces délégués sont révocables à tout moment : par l'assemblée générale de l'établissement (qui a lieu au campus, les écoles de la ville étant désertées) pour les membres du Conseil permanent, par ce dernier pour ceux du Comité de grève. Effectivement, tout au long de la grève, la « consommation » de délégués sera considérable, et l'on peut déceler dans les délégations successives un processus de radicalisation et l'élimination progressive de tous ceux soupçonnés d'être influencés par l'opposition légale. Comme dans toutes les situations de ce genre, des organismes spécialisés tendent à prendre de plus en plus d'importance et à échapper au contrôle des comités élus ; le service d'ordre et le collectif « Animation-propagande » suivront cet itinéraire.

La journée se déroule selon le schéma suivant : le matin, les jeunes, par école, se divisent en commissions pour approfondir leur réflexion sur le système d'enseignement et élaborer des propositions, ou se regroupent, toujours établissement par établissement, en assemblée générale : les délégués au Conseil permanent rendent compte de leur activité, reçoivent des directives ; leur mandat est ou non renouvelé. L'après-midi, tout le monde se retrouve au stade du campus en une immense assemblée : les informations sont données, on réfute les nouvelles diffusées par la radio ou les journaux, les grandes décisions sont adoptées. Le Conseil permanent siège dans la soirée.

Il faut signaler la position stratégique occupée par le collectif « Animation-propagande » qui, à la fin du mouvement, comprend une cinquantaine de permanents. Animé par les militants du *Ny Andry*, il a pour charge la fabrication et la diffusion des tracts et des dossiers destinés à alimenter la réflexion collective sur le système d'enseignement. C'est en son sein que sont non seulement fabriqués matériellement, mais élaborés et rédigés les tracts qui serviront de support à la réflexion des centaines de groupes installés dans l'enceinte universitaire. Les militants du collectif « Animation-propagande » apprennent chaque jour à expliciter et développer le contenu de tel ou tel tract à des « animateurs » qui iront à leur tour diriger la réflexion des groupes de base. C'est donc le collectif qui assure la direction idéologique du mouvement, qui donne son expression à la ligne politique d'ensemble.

Devant ces immenses rassemblements quotidiens, cette direction

15. Le campus universitaire, qui porte le nom de Charles-De-Gaulle, a été achevé en 1960 ; il est situé à la périphérie de la ville, à 5 km environ du centre. A l'entrée de l'autoroute, seule voie d'accès au campus, a été construit le camp des FRS (Forces républicaines de sécurité) dont les 2 000 hommes forment la garde prétoirienne du régime.

assumée par des délégués révocables par la base à tout moment, on pourrait parler de démocratie directe : le rejet permanent, absolu, de toute délégation apparaît comme la caractéristique principale de la grève. Celle-ci exprime avant tout un double refus :

— que l'autorité gouvernementale décide du système d'enseignement. Tracts, chansons expriment de mille manières la liquidation définitive d'une situation dans laquelle les scolaires n'étaient que des enfants obligés d'obéir à l'État « père et mère » ;

— que l'opposition AKFM intervienne dans le mouvement. Refus constant, violent, vigilant, à la fois politique (on dénie à ces politiciens le droit d'avoir une position en matière d'enseignement, *a fortiori* celui de négocier avec le gouvernement) et matériel (les offres d'aides sont repoussées avec vigueur).

L'opposition à une quelconque délégation entraînera la décomposition des organisations regroupant jusqu'alors les jeunes dans l'obédience des partis, des églises, des syndicats. Le mouvement cherchera à se doter d'une base matérielle indépendante : ses collectes dans la ville, dont le succès témoignera du soutien toujours plus massif des adultes, lui permettront de prendre en charge plus de deux cents permanents. La recherche d'une expression autonome (les tracts, les poèmes, les chants) se fera en rupture notamment avec celle des journaux et se traduira par une créativité qui renouvellera entièrement le langage politique développé depuis quinze ans par l'opposition légale. L'objectif que vont se donner les grévistes est inscrit dans la cohérence de cette ligne : la réunion d'un congrès rassemblant tous les scolaires du pays, dans lequel serait élaboré un enseignement conforme à leurs aspirations et non plus imposé par le gouvernement, agent en l'occurrence de l'ancienne métropole coloniale.

L'orientation prise par le mouvement se répercute aussi sur la riposte tentée par le gouvernement. D'une part, l'intervention de l'opposition officielle (qui, l'année précédente, avait été d'une grande efficacité pour faire cesser la grève étudiante) est impossible, la méfiance accumulée à son égard étant trop grande ; d'autre part, l'organisation de négociations directes entre grévistes et gouvernement est également impossible dans la mesure où le mouvement ne peut secréter une direction mandatée. Le gouvernement en est réduit à la répression, mais celle-ci ne peut qu'être massive et inefficace : massive, parce que l'organisme dirigeant, le Conseil permanent, compte quatre cents membres ; inefficace, parce que l'arrestation d'un tel nombre de jeunes entraînerait inmanquablement un mouvement de solidarité dans toute la ville et que, du fait de la rotation des délégués, il n'existe pas de véritables dirigeants.

Tel est le piège que tisse la structure interne du mouvement et dans lequel le gouvernement va tomber dans la nuit du 12 au 13 mai.

Devant les milliers de jeunes qui occupent le campus, le gouvernement mise d'abord sur la lassitude, le pourrissement. En effet, quoique les

parents soient ve
et leur obole, l'e
La relance se fera
ville à la frontièr
à bœufs ») : les é
ont été violemme
enseignement es
tion-propagande
dredi 5 après-mic
organisée. Dans l
grève, reprend à
lendemain.

Le défilé (de
rassemble 30 000
ils marchent dar
service d'ordre,
portent le deuil
contre cet assas
ouvre la marche

Le lendemain
du campus pour
la victime.

A propos des
les dénégations. L
même 6 mai, à u
sont investies pa
dirigeants des as
mental et dévelo
meurtre est imag
qui manipulent l
le traitent de me
Tout le pays peu
gouvernement) s
semaine suivante
Modeste Randria
dans le commis
confirmer cette
jeune homme de
le tombeau ances
de policiers. La n
la ville, a un prof
ancestrales, com
de nouveau, il se
étrangers dont il

La-journée di
la crise scolaire.

parents soient venus en très grand nombre, le 4 mai, apporter leur soutien et leur obole, l'essoufflement est perceptible, la fin semble inéluctable. La relance se fera à partir d'un incident survenu le 3 mai dans une petite ville à la frontière de la province du Sud, Ambalavao (« Au nouveau parc à bœufs ») : les élèves qui tentaient de se former en cortège dans la rue y ont été violemment dispersés par les FRS, et il y aurait eu deux tués. Le renseignement est imprécis ; cependant les militants du collectif « Animation-propagande » lancent l'information à l'assemblée générale du vendredi 5 après-midi et proposent qu'une manifestation de protestation soit organisée. Dans la soirée, le Conseil permanent, contre l'avis du Comité de grève, reprend à son compte la proposition et fixe la manifestation au lendemain.

Le défilé (de 9 heures à 15 heures), dans les rues du centre de la ville, rassemble 30 000 à 40 000 jeunes. Tenant des pancartes drapées de noir, ils marchent dans le plus grand silence ; seul parle au micro le chef du service d'ordre, expliquant à la foule massée sur leur passage qu'ils portent le deuil de leur camarade tué à Ambalavao, qu'ils protestent contre cet assassinat ; un seul slogan barre l'immense banderole qui ouvre la marche : « Nous n'acceptons pas le despotisme ».

Le lendemain dimanche, ces milliers de jeunes se retrouveront au stade du campus pour participer à un culte chrétien organisé à la mémoire de la victime.

À propos des événements d'Ambalavao, le gouvernement va accumuler les dénégations. Il nie d'abord la réalité du meurtre ; ce qui donne lieu, ce même 6 mai, à une scène extraordinaire : pendant que les rues de la ville sont investies par les manifestants, le ministre de l'Intérieur réunit les dirigeants des associations de parents d'élèves liées au parti gouvernemental et développe devant eux la thèse du mensonge ; il soutient que le meurtre est imaginaire, fabriqué de toutes pièces par les forces obscures qui manipulent les scolaires ; ses interlocuteurs l'interrompent, le huent, le traitent de menteur ; et la scène est retransmise en direct par la radio ! Tout le pays peut entendre le ministre (à cette époque, numéro deux du gouvernement) se faire conspuer par les propres partisans du régime. La semaine suivante, les gouvernementaux ne nieront plus le décès du jeune Modeste Randrianarisoa, mais ils prétendront qu'il est mort d'une fièvre dans le commissariat d'Ambalavao et trouveront des médecins pour confirmer cette thèse. Simultanément, ils empêcheront les parents du jeune homme de récupérer le corps pour le transporter en Imerina, dans le tombeau ancestral : il sera enterré à Ambalavao même, sous le contrôle de policiers. La nouvelle de cette interdiction, rapidement connue de toute la ville, a un profond retentissement : le gouvernement bafoue les coutumes ancestrales, comme l'année précédente dans les petites villes du Sud ; de nouveau, il se place en dehors de la communauté malgache, avec les étrangers dont il n'est que le reflet.

La journée du 6 mai est une étape décisive dans le développement de la crise scolaire. Lors de la manifestation, les jeunes se sont situés au-delà

des revendications corporatistes, ils se sont dressés directement contre le régime ; responsable du meurtre, ce dernier a perdu sa légitimité ; les dirigeants ayant donné la preuve qu'ils ne sont que des étrangers, l'unification de toutes les forces nationalistes doit se faire contre eux.

La radicalisation du mouvement est perceptible dans la composition du Conseil permanent et du Comité de grève, d'où sont définitivement éliminés les éléments modérés. Le 10 mai, un tract, distribué massivement, appelle les travailleurs à une assemblée commune avec les scolaires pour le samedi 13 mai, à 14 heures. La diffusion est précédée et suivie d'interventions à la sortie des entreprises et des bureaux. L'appel à l'assemblée commune, les contacts directs se font non seulement en dehors des organisations syndicales (d'obédience AKFM et gouvernementale), mais contre celles-ci qui — mais elles ont déjà perdu toute audience — dénoncent avec véhémence la réunion proposée. Un changement significatif est intervenu dans le choix du lieu de l'assemblée commune : dans le tract distribué le 10, c'était le campus ; après des débats intenses au Conseil permanent, il est décidé qu'elle se tiendra au centre de la ville, avenue de l'Indépendance. Les grévistes marquent ainsi leur volonté de dégager définitivement la contestation du cadre scolaire : la perpétuation du régime est désormais en question.

Le gouvernement, pour sa part, a pris la mesure de la situation nouvelle créée le 6 mai. Dès le 8, le parti gouvernemental anime une offensive de grande ampleur, exigeant le retour des élèves dans les écoles et le châtiement des meneurs ; dans la nuit du 12 au 13, le campus est cerné par les unités de gendarmes et les FRS y pénètrent pour procéder à l'arrestation des quatre cents membres du Conseil permanent qui préparent la réunion du lendemain. Amenés dans un aéroport désaffecté, ils sont expédiés, avec une dizaine de personnalités adultes choisies quelque peu au hasard, dans l'îlot de Nosy Lava, baigne colonial où sont passés, depuis le début du siècle, des milliers de prisonniers politiques. Le gouvernement escomptait tirer profit de la terreur attachée à ce lieu légendaire. Au petit matin, le ministre de l'Intérieur fait à la radio le discours habituel en de telles circonstances : les dirigeants, manipulés par des forces obscures, ayant été mis hors d'état de nuire et se préparant à expier leurs crimes, la grève est terminée, les écoles rouvriront leurs portes le surlendemain. Mais, quelques heures plus tard, des milliers de jeunes affrontent en plein centre de la ville les FRS, puis c'est toute la population de Tananarive qui descend dans la rue pour les soutenir !

Durant ces événements, la faiblesse de la position du gouvernement est sensible sur plusieurs plans :

— il est incapable d'isoler Tananarive des provinces : il se montre impuissant à empêcher l'extension de la grève à la totalité des établissements scolaires de l'île ; il ne réussit pas à jouer de la division ethnique comme il l'avait fait efficacement jusqu'alors ;

— les gouvernements enseignants rallient à la grève et resteront ;
— enfin, dans le gouvernement au parti gouvernemental massivement même moment contentent de dire dans la presse que le mouvement est resté dans l'Imerina et qu'ils maintiennent leur

Où peut-on Dans la solidarité quels se crisser le 9 avril : ce jour-là, le mouvement a abarré les services académiques des classes de seconde. C'est cette dégradation de la structure de

16. Cf. la I

17. Organisme maintenu identique mais aussi de la direction (556 grand nombre scolaire réduit mal acceptée (les jettera, dès tagent les opinions

Seuls les élèves lauréat et accèdent au réseau des établissements de Tananarive un pour le second malgaches de enseignement la barrière du des 80 sous-provinces s'achève à la pointe aiguë le problème dans les classes

Les classes à plus de 80 % au lycée (au 1

— les gouvernementaux échouent dans leurs efforts pour détacher les enseignants des enseignés : dès le départ, les enseignants malgaches se rallient à la grève des élèves et étudiants, ils adoptent leurs revendications et resteront jusqu'au bout étroitement solidaires des grévistes ;

— enfin, dans Tananarive même, la démonstration de la faiblesse du gouvernement sera faite le 1^{er} mai : cette date¹⁶ offre traditionnellement au parti gouvernemental l'occasion de montrer sa force en faisant défiler massivement ses adhérents. Les grévistes menacent de manifester, au même moment et dans les mêmes rues ; lucides, les gouvernementaux se contentent d'une parade entre 4 heures et 6 heures du matin — c'est-à-dire dans la pénombre —, qui rassemblera peu de participants. Le gouvernement est ridiculisé, son isolement manifeste : les milliers de paysans de l'Imerina et de fonctionnaires qui, lors d'événements semblables, proclamaient leur soutien au régime, se sont évanouis dans la nuit.

Où peut-on trouver les raisons du déclenchement d'un tel mouvement ? Dans la solidarité avec les étudiants de l'École de médecine, autour desquels se cristallisera un mécontentement plus profond, déjà provoqué le 9 avril : ce jour-là, le vice-président annonce à la radio que le gouvernement a abandonné le projet (préparé depuis le début de l'année par les services académiques) d'organiser un concours national d'entrée dans les classes de seconde des établissements d'État (les lycées essentiellement). C'est cette décision qui, en suscitant une prise de conscience collective de la structure fortement inégalitaire du système d'enseignement¹⁷, créera les

16. Cf. la lointaine filiation avec le Parti socialiste français.

17. Organisé par les accords de coopération culturelle, l'enseignement a été maintenu identique à celui de la France — identité non seulement des programmes, mais aussi de la langue puisque le malgache y est traité comme une langue étrangère. Cette situation a pour corollaire la validité de plein droit, en France, des diplômes décernés à Madagascar. Elle se traduit surtout par la présence massive de diplômés français dans les lycées et l'université, où ils occupent la quasi-totalité des postes de direction (556 dans les lycées, sur un total de 996 enseignants) et détiennent le plus grand nombre des postes de chef d'établissement. Leur contrôle de l'institution scolaire réduit les enseignants malgaches à une position subalterne de plus en plus mal acceptée (à diplômes équivalents, la préférence est accordée aux Français) et les jettera, dès le début de la grève, du côté des étudiants et des élèves dont ils partagent les opinions nationalistes.

Seuls les élèves formés dans les lycées d'État peuvent passer l'obstacle du baccalauréat et accéder ainsi à l'université — elle-même simple annexe de l'université métropolitaine et où la quasi-totalité des enseignants sont des Français. Or, le réseau des établissements secondaires est loin de se réduire à ces lycées : il existe à Tananarive une pléthore d'institutions privées non confessionnelles (près de 200 pour le secondaire) et fort onéreuses ; l'enseignement qu'y délivrent des professeurs malgaches de formation insuffisante a une valeur très limitée dans la logique d'un enseignement entièrement francisé, et leurs élèves n'ont aucune chance de franchir la barrière du baccalauréat. Par ailleurs, le gouvernement a implanté dans chacune des 80 sous-préfectures de province un collège d'enseignement général où la scolarité s'achève à la classe de troisième — et où, donc, se pose de façon particulièrement aiguë le problème du passage dans un lycée lorsque plus de 15 000 élèves se trouvent dans les classes de troisième de tous les types d'établissement...

Les classes de seconde des lycées disposent d'environ 3 000 places qui reviennent, à plus de 80 %, aux lycéens (dont 600 Français admis de plein droit). Même l'accès au lycée (au niveau de la sixième) est devenu l'apanage d'une étroite minorité de

conditions du déclenchement du mouvement et de son extension en province.

Cette origine aura des conséquences sur l'orientation et l'extension du mouvement scolaire :

— A Tananarive, la grève part des établissements privés et des classes de troisième des collèges d'enseignement général ; ce sont leurs élèves qui constituent le gros des premières manifestations, notamment celle du 25 avril. Les lycéens — et surtout les étudiants — tarderont à se joindre au mouvement dont, à aucun moment, ils n'ont été à l'origine. Ainsi, la division interne à la bourgeoisie bureaucratique n'est pas absente de cette révolte scolaire ; dès le départ, se manifeste l'opposition entre la minorité des dignitaires et la grande masse des bureaucrates subalternes. Cette coupure est sensible tout au long des trois semaines du mouvement (elle pointe, par exemple, quand l'école est désignée comme la source des hiérarchies) mais elle sera sans cesse masquée, dissimulée dans l'unification qu'opère la dénonciation de l'impérialisme culturel français : l'édification de l'ennemi étranger, la mise en scène permanente de sa présence permettent d'éviter que ne se manifeste clairement l'antagonisme interne à la population d'élèves et d'étudiants.

— Le refus d'instaurer l'examen national d'entrée dans les secondes des lycées contribuera aussi à l'extension de la grève en province. C'est là qu'on trouve les élèves des collèges d'enseignement général rejetés du cursus scolaire à la fin de la troisième, et devant lesquels les portes des lycées restent fermées. En renonçant à mettre en cause le monopole d'entrée dans les lycées, le gouvernement paraît trahir directement la couche sociale sur laquelle il s'appuie, la petite bourgeoisie côtière qu'il s'efforçait depuis onze ans de promouvoir et qui était, jusqu'alors, la base de sa lutte contre Tananarive : il sera, ainsi, incapable d'empêcher l'extension de la grève aux villes provinciales¹⁸.

privilegiés : le népotisme et le trafic d'influence renforcent le monopole des familles dont les enfants, évoluant dans un cadre culturel fortement francisé, sont de toute façon plus aptes que les autres à suivre l'enseignement dispensé dans de tels établissements ; et, chaque année, ce sont 15 000 élèves qui se trouvent rejetés du cursus scolaire — soit immédiatement à la fin de la troisième, soit après un passage aussi vain que coûteux dans une école privée.

L'institution d'un concours national d'entrée dans les classes de seconde des lycées avait été perçue comme une mise en cause de ce monopole, comme une mesure d'égalité dans un système hautement sélectif (soulignons le caractère illusoire d'une telle « égalité » : dans un système d'enseignement fait par et pour des Français, les enfants des familles les plus francisées auraient nécessairement éliminé les autres). C'est pourquoi, en proclamant solennellement son abandon, le gouvernement s'érigeait en protecteur de la minorité privilégiée, rompait avec la grande masse des bureaucrates subalternes dont les enfants étaient victimes de ce monopole.

18. On peut se demander pourquoi le gouvernement tsiraniste restera accroché jusqu'au bout à une identité sans nuance de l'enseignement avec celui de l'ancienne métropole. En fait, ces politiciens sont les victimes de leur propre colonisation culturelle : ils adhèrent à la hiérarchie des deux cultures, des deux langues (Tsiranana et ses ministres multiplieront les déclarations en ce sens) ; en malgachisant l'enseignement, ils craignent de créer une couche dirigeante côtière formée au rabais, qui ne pourra que rester inférieure à la bourgeoisie tananarivienne ; et ils craignent,

— La polari habitants des vement est le devant les enf: primaire rural implantées da et l'exclusion moment, dénc

Ainsi, par enfermé dans du régime, cel

Par les dép brisé le mouvo cours radiodi communiste e En réponse, u dance¹⁹ ; en ce scolaires ou ne par les FRs. V place, ce qu'il mogènes. C'es

C'est le tou rafales d'arme commandos, r des blessés. C'

aussi, de donner la langue écrite dans leur grand

19. L'avenue partie d'une vas d'Ambohijatovo place où, jusqu' dateur de la col de Tsiranana), (« du vendredi ») de cette avenue : ne l'abattront p ment semblables en celluloid dan

Le bâtiment les grandes man briser l'insurrect parades des forc

-- La polarisation de la conjoncture autour de ce problème place les habitants des campagnes en dehors de l'événement. L'épicentre du mouvement est le secondaire qui, depuis 1960, s'est progressivement fermé devant les enfants des campagnes ; ils demeurent emprisonnés dans l'école primaire rurale, ils ne peuvent plus accéder aux écoles secondaires qui, implantées dans les villes, sont devenues le monopole des seuls citadins — et l'exclusion des ruraux de l'enseignement secondaire ne sera, à aucun moment, dénoncée.

Ainsi, par ses acteurs, par ses thèmes, le mouvement scolaire restera enfermé dans les villes. Lorsque la crise scolaire se transformera en crise du régime, celle-ci y sera circonscrite.

II. — LA SEMAINE INSURRECTIONNELLE

I. *La journée du 13 mai*

Par les déportations de la nuit précédente, le gouvernement croit avoir brisé le mouvement scolaire. Le ministre de l'Intérieur prononce un discours radiodiffusé particulièrement menaçant, invoque un complot communiste et proclame l'état de siège qui interdit tout rassemblement. En réponse, une foule de plus en plus dense se forme avenue de l'Indépendance¹⁹ ; en ces premières heures de la matinée, elle est composée de jeunes, scolaires ou non. Ils sont plusieurs milliers devant l'Hôtel de ville occupé par les FRS. Vers 10 heures 30, ceux-ci reçoivent l'ordre de dégager la place, ce qu'ils tentent de faire par des jets massifs de grenades lacrymogènes. C'est l'échec. Alors, vers 11 heures, ils tirent.

C'est le tournant. En effet, si les manifestants se dispersent devant les rafales d'armes automatiques, ils se regroupent à l'abri et, formés en commandos, ripostent, arrachent des armes aux FRS. Il y a des tués et des blessés. C'est un moment essentiel, non point tant parce que les FRS

aussi, de donner ainsi le contrôle de l'institution scolaire aux Tananariviens (puisque la langue écrite et codifiée est celle parlée en Imerina, et que les enseignants sont, dans leur grande majorité, des gens de la capitale).

19. L'avenue de l'Indépendance traverse le centre de Tananarive. Elle fait partie d'une vaste perspective d'un kilomètre et demi qui descend depuis le parc d'Ambohitatovo (« La colline des enfants ») situé sur une petite hauteur, passe par la place où, jusqu'en 1967, se dressait une statue équestre de Gallieni, le général fondateur de la colonie (l'ambassade de France l'a fait enlever malgré les protestations de Tsiranana), pour, enfin, déboucher sur l'immense place du marché du Zoma (« du vendredi ») : là s'ouvre l'avenue proprement dite, qui mène à la gare. A l'entrée de cette avenue se trouve, depuis 1948, une statue de Jeanne d'Arc ; les manifestants ne l'abattront pas mais la ridiculiseront en l'affublant d'un chapeau et d'un vêtement semblables à ceux portés par les paysans de l'Imerina, lui plaçant un poupon en celluloïd dans les bras !

Le bâtiment de l'Hôtel de ville est au centre de cette avenue, où se déroulèrent les grandes manifestations de 1945-47 et où défilèrent les troupes françaises partant briser l'insurrection de l'Est ; où, également, le régime tsiraniste organise ses grandes parades des forces armées et, surtout, celle de son parti, le PSD.

tirent, mais parce que les jeunes manifestants ne cèdent pas, contre-attaquent.

La foule grossit, les adultes se font de plus en plus nombreux. Intervient alors, vers 11 heures 30, le deuxième moment crucial de cette journée : gendarmes et militaires de l'armée nationale prennent position sur l'avenue ; ils gardent cependant l'arme au pied et assistent, sans réagir, à l'affrontement entre les commandos de manifestants et les FRS. Très vite, la foule les presse de toutes parts ; les exhorte à ne pas tirer sur des Malgaches comme eux, à protéger le peuple contre les FRS qui font couler le sang malgache pour le compte des Français : nulle réponse de ces hommes surarmés.

La situation n'évolue pas jusque vers 15 heures. A ce moment-là, les gendarmes et les soldats se retirent ; les FRS, qui ont eu quelques tués, évacuent l'Hôtel de ville. La foule, qui compte alors plusieurs dizaines de milliers de personnes, reste maîtresse de la place : elle a mis en échec le gouvernement. Cet échec sera plus patent encore dans la soirée : la proclamation du couvre-feu, la menace d'exécuter toute personne rencontrée dans la rue après 19 heures demeurent lettre morte ; les manifestants restent sur l'avenue jusque tard dans la nuit.

De cet immense rassemblement de l'avenue de l'Indépendance part vers 16 heures, en direction du ministère de l'Intérieur, une colonne de manifestants qui exigent le retrait des FRS ; elle se heurte à un puissant barrage de soldats et de gendarmes. Les manifestants n'insistent pas et refluent vers l'avenue. En revanche, une autre colonne — cinq mille personnes environ, où dominent les scolaires — réussit à atteindre le quartier des ministères (Anosy, « A l'île ») ; l'objectif est l'immeuble de la radio. Les manifestants veulent expliquer à la province ce qui s'est passé dans la capitale. Ne pouvant pénétrer dans le bâtiment très bien gardé, ils se contentent de le lapider et de brûler quelques voitures ; revenant vers l'avenue de l'Indépendance, ils incendient le siège du journal *Le Courrier de Madagascar*²⁰. Mais l'intervention autour de l'immeuble de la radio a provoqué des affrontements entre les techniciens et employés qu'il abrite : certains, entre des intermèdes de musique classique ou de chœurs chrétiens, affirment sur les ondes leur solidarité avec les manifestants, dénoncent les tirs des FRS ; ce n'est que le soir, vers 19 heures, que le discours de Tsiranana et la proclamation du couvre-feu peuvent être diffusés.

Simultanément, après la fin des affrontements avenue de l'Indépendance (vers 15 heures), des commandos de jeunes se dispersent dans la ville et se heurtent à des unités de FRS en de petits combats de rue ; dans la soirée, ces commandos s'érigent à leur tour en forces de l'ordre : ils recherchent des FRS que l'on dit se dissimuler sous des vêtements civils ; ils fouillent les voitures, parfois les maisons ; les patrouilles motorisées de soldats et de gendarmes, très nombreuses, laissent faire. Cette situation

20. Fondé en 1962, ce quotidien de langue française est entièrement contrôlé par des Français et fonctionne comme porte-parole du gouvernement et de l'ambassade de France.

se prolongera toute une quarantaine

Devant sa dédonnée. Au court, lent, affirme qu'« mille, dix mille » important de relations perçues nationale est leur politique d'effacer la crise e même origine qu'une commission par le du gouvernemen l'enseignement ; d'un enterremen familles des victi ayant moins de tiennes (le card tant, l'évêque a

2. La t

Les organis lancent un app personnes se ra cortège vers le de la manifesta éviter tout déb

— les pancart dénonciation de part ; d'autre p condamnation i la demande d'un tion du régime ; — les manifes tratifs ; chaque

21. La princip ville, est surmont retracée l'histoire vices de la présid politique instauré nant la réalité du coloniale utilisera notamment ceux nationaliste.

se prolongera toute la nuit et la journée du lendemain (on comptera alors une quarantaine de tués parmi les manifestants).

Devant sa défaite dans la rue, la réaction gouvernementale sera désordonnée. Au cours de la soirée du samedi, Tsiranana fait un discours violent, affirme que l'ordre sera maintenu même s'il faut pour cela tuer « mille, dix mille, cent mille personnes » — et son allocution sera un facteur important de relance du mouvement — ; après quoi, sont annoncées des mesures perçues comme autant de reculs : le ministre de l'Éducation nationale est remplacé par un professeur tananarivien (dans la logique de leur politique de division ethnique, les gouvernementaux croient désamorcer la crise en plaçant à la tête de l'enseignement une personnalité de même origine que les manifestants) ; est annoncée la mise sur pied d'une commission paritaire regroupant délégués des grévistes et mandataires du gouvernement, dans laquelle sera sérieusement négociée la réforme de l'enseignement ; de l'argent, présenté comme l'offrande traditionnelle d'un enterrement organisé selon les règles ancestrales, est promis aux familles des victimes du 13 ; enfin, promesse est faite de libérer les déportés ayant moins de 18 ans. Dans la coulisse, les dignitaires des Églises chrétiennes (le cardinal catholique, les pasteurs dirigeant le synode protestant, l'évêque anglican) sont sollicités pour servir d'intermédiaires.

2. *La tentative de neutralisation du mouvement populaire* (lundi 15 et mardi 16 mai)

Les organisations syndicales et politiques, les associations chrétiennes lancent un appel à la grève générale ; une foule immense de cent mille personnes se rassemble avenue de l'Indépendance et monte en un lent cortège vers le palais présidentiel²¹. Deux traits significatifs se dégagent de la manifestation, encadrée par un strict service d'ordre qui veille à éviter tout débordement :

— les pancartes et banderoles traduisent une double orientation : la dénonciation de la présence française et des accords de coopération, d'une part ; d'autre part, l'exigence unanime du retour des jeunes déportés, la condamnation insistante de la violence (certains s'affirment non violents), la demande d'une dissolution des FRS ; à aucun moment, la mise en question du régime ;

— les manifestants défilent par entreprises, bureaux, services administratifs ; chaque groupe affirme son identité par une pancarte mentionnant

21. La principale colline de Tananarive, sacrée parce que lieu de fondation de la ville, est surmontée de deux palais : celui de la reine, transformé en musée où est retracée l'histoire de la monarchie, et celui du Premier ministre qui abrite les services de la présidence de la République. Ces deux palais symbolisent le système politique instauré en 1863 (à la suite d'un coup d'État) : un Premier ministre détenant la réalité du pouvoir, époux d'une reine réduite à un rôle idéologique. L'autorité coloniale utilisera le palais du Premier ministre pour monter les grands procès — notamment ceux de 1916 et de 1948 — qui jalonneront la répression du mouvement nationaliste.

son lieu de travail (l'adresse en est parfois précisée) ; ceux qui n'ont pas d'activité salariée se réunissent par quartiers ; les scolaires restent par établissements ; ce mode d'organisation sera maintenu lors des grands rassemblements des journées qui vont suivre.

La foule s'arrête sur la place qui donne accès au palais, transformé en forteresse ; l'un des trois généraux de l'armée malgache, Andriamahazo (que Tsiranana nommera le lendemain gouverneur militaire de Tananarive), prend la parole au nom du président, et affirme que celui-ci est prêt à s'entretenir avec les délégués ; la foule lui répond que les délégués sont les déportés de Nosy Lava ! Dans le palais, les dignitaires des Églises chrétiennes négocient et obtiennent le retour des déportés, annoncé à la foule vers 13 heures 30. Celle-ci redescend alors vers l'avenue de l'Indépendance, mais, n'ayant aucune confiance dans la promesse gouvernementale, refuse de se disperser : des dizaines de milliers de personnes s'installent sur l'avenue pour attendre les jeunes déportés. Le général, les dignitaires ecclésiastiques montent sur un podium face à l'Hôtel de ville, et multiplient les harangues, exhortant les interlocuteurs à la patience, détaillant les problèmes que pose l'acheminement par voie aérienne de près de quatre cents personnes. A 23 heures, on présente à la foule, en signe de la bonne foi gouvernementale, un groupe de douze déportés.

La journée du lendemain (le mardi 16) se déroule comme l'après-midi précédente : une masse aussi imposante de gens attend les déportés. Ceux-ci sont rassemblés à l'aérodrome d'Ivato (« A la pierre ») entre 12 heures et 18 heures, puis, menés en cortège devant l'Hôtel de ville, ils montent sur le podium ; la foule les salue en levant le bras droit, dans le plus grand silence. L'ambiguïté de ces journées est perceptible dans l'hétérogénéité du groupe de personnalités qui accueillent les déportés à l'aéroport et les présentent solennellement à la foule : deux généraux, deux ministres tsiranistes, des hauts fonctionnaires (qui semblent avoir été choisis pour leur appartenance ethnique), les dignitaires ecclésiastiques — ce sont eux qui, durant ces deux journées, ont eu un rôle déterminant —, quelques dirigeants de l'opposition AKFM. Dans la soirée un culte chrétien quelque peu désordonné est rendu à la mémoire des victimes sur la place même où sont tombés les premiers morts.

La façon dont cet événement est conduit illustre bien l'orientation de ceux (politiciens, gouvernementaux et opposants, ecclésiastiques, officiers supérieurs) qui en ont eu l'initiative : il s'agit de sauver le régime tout en sortant de l'impasse créée par un échec sanglant dans la rue, le 13.

Ayant centré la manifestation sur le seul objectif de la libération des déportés, dès lors qu'ils en ont obtenu le retour les organisateurs laissent le gouvernement maître du pouvoir : quoique affaibli, il n'est pas directement mis en question. Durant ces deux journées tout l'effort des conciliateurs, soutenus par la plupart des forces organisées existant dans la ville (l'AKFM et les associations et syndicats qui lui sont liés, les Églises, les officiers supérieurs de l'armée) et qui sont seuls à occuper le podium

pour s'adresser au gouvernemen

Mais ils lundis ; après les déportés, la foule qui pendance, le une manœuvre gouvernemen de ville soit e le refus de l'existence e seulement ir calcinés.

L'échec c taire décidé sont détermi lui-même : l dans une ru manifestatic d'autres tire sang aux bl diquement u mardi que c FRS dans le allocution r tants d'être des FRS rép conciliation de leur part

La jour contrairement des jeunes c dizaines de la journée ville sont en déportés, l permanent dans la nuit journée la nouveau : l

Comme rassembler

pour s'adresser à la foule des manifestants, aura été de sauver la mise au gouvernement.

Mais ils vont échouer. Tout va se jouer au début de l'après-midi du lundi ; après qu'ils ont annoncé la promesse gouvernementale de libérer les déportés, ils n'obtiennent pas que les manifestants se dispersent. Dans la foule qui stationne depuis de longues heures dans l'avenue de l'Indépendance, le nombre grandit de ceux qui dénoncent l'opération comme une manœuvre et poussent à la poursuite de la mobilisation, désignent le gouvernement comme l'ennemi à abattre. Le fait que l'incendie de l'Hôtel de ville soit entretenu durant ces deux journées exprime spectaculairement le refus de l'intervention démobilisatrice de l'opposition légale (dont l'existence est inscrite depuis 14 ans dans ce bâtiment) ; ce sens n'est pas seulement implicite, il est signifié sur des banderoles étalées sur les murs calcinés.

L'échec des conciliateurs, la formation d'un courant largement majoritaire décidé à poursuivre l'action et à la diriger désormais contre le régime sont déterminés en partie par des événements extérieurs au rassemblement lui-même : les FRS multiplient les raids dans la ville ; placés en embuscade dans une ruelle, certains d'entre eux tirent sur un groupe revenant de la manifestation non violente devant le palais et tuent huit personnes ; d'autres tirent sur des gens attendant devant un hôpital pour donner leur sang aux blessés ; les commandos de jeunes et les FRS s'affrontent sporadiquement un peu partout dans la ville (ce n'est que dans l'après-midi du mardi que des unités de l'armée et de la gendarmerie feront rentrer les FRS dans leur camp) ; enfin, le mardi, Tsiranana prononce une nouvelle allocution radiodiffusée, menaçante, accusant notamment les manifestants d'être des bêtes poussées par la fumée du chanvre ! La violence des FRS répondant à celle, verbale, du président fait la preuve que la conciliation est illusoire : les manifestants comprennent que tout recul de leur part sera sanctionné.

3. *L'entrée en scène du général Ramanantsoa*

La journée du mercredi marquera le franchissement d'une étape ; contrairement aux espoirs du gouvernement et des conciliateurs, le retour des jeunes déportés n'a pas fait retomber la mobilisation populaire. Par dizaines de milliers les manifestants occupent dès les premières heures de la journée l'avenue de l'Indépendance, où les décombres de l'Hôtel de ville sont encore fumants ; la grève totale est effective. Avec le retour des déportés, les scolaires retrouvent leurs organismes dirigeants, Conseil permanent et Comité de grève dont les membres avaient tous été raflés dans la nuit du 12 au 13. Pourtant, les scolaires vont perdre durant cette journée la direction du mouvement populaire, assurée par un organisme nouveau : le Comité central de grève des travailleurs.

Comme nous l'avons vu, les manifestants s'organisent dans les grands rassemblements selon leur lieu de travail ; dans la matinée du 17, sur

l'avenue même, ces groupes élisent environ cinq cents délégués qui se retrouveront l'après-midi au foyer protestant d'Antsahamanitra (« Au champ parfumé » [par l'odeur de la divinité]), dans un théâtre en plein air aux gradins creusés à flanc de colline. Trois points ressortent de leurs débats : (a) la rupture avec les journées précédentes est consommée, le mouvement populaire n'est plus limité au soutien aux scolaires mais directement orienté contre le gouvernement ; (b) toute négociation est exclue avec un pouvoir dont la légitimité n'est plus reconnue : ainsi le général Andriamahazo, venu annoncer que Tsiranana est prêt à recevoir une délégation de l'assemblée, est conquis ; (c) la participation des organisations syndicales au Comité de grève est repoussée avec violence, certains de leurs dirigeants sont empêchés de parler. On retrouve là le refus de toute délégation et, plus particulièrement, le rejet de l'opposition AKFM qui avaient dominé la période de la grève scolaire. Les délégués des entreprises rejoignent la foule, avenue de l'Indépendance. Ils exposent et font approuver par leurs collègues de travail l'orientation définie au cours de cette réunion. Les délégués (anciens ou nouveaux) qui participeront à celle du lendemain matin sont élus.

Le jeudi 18 mai, vers 9 heures, des milliers de personnes envahissent le complexe scolaire d'Ampefiloha (« A la digue »), situé à 3 km du centre de la ville. Les délégués vont se réunir dans une salle autour de laquelle se presse la foule ; le contrôle de l'accès à la salle est rigoureux, la vérification des mandats, minutieuse : on veut éviter l'infiltration de syndicalistes ; certains, cependant, ont été mandatés par leurs camarades de travail et posent une nouvelle fois la question de la participation des organisations syndicales en tant que telles au Comité ; le début de la séance est donc consacré à la discussion de cette question, sanctionnée par le maintien de l'exclusion. Après quoi, au fil de débats passionnés, va se dégager l'orientation suivante : le régime doit disparaître ; Tsiranana doit être démis ; le Comité décide de confier provisoirement le pouvoir aux généraux, le temps que se réunisse un Congrès national populaire ; celui-ci instaurera un nouveau régime politique, et mettra en place le seul pouvoir légitime devant lequel les militaires s'effaceront. Ces décisions répondent aux aspirations de la foule qui entoure la salle du Comité, ou de celle qui attend avenue de l'Indépendance : dominant les pancartes et les banderoles demandant le départ de Tsiranana et la prise du pouvoir par l'armée. L'assemblée (CCG) désigne en son sein un groupe restreint d'une trentaine de personnes, chargé de donner forme à ses revendications et d'être son porte-parole ; elle décide enfin une montée vers le palais présidentiel pour imposer ces exigences. Cette même matinée, le Conseil permanent des scolaires est réuni au campus universitaire ; aucune décision claire ne pouvant y être prise, ses délégués se rallieront sans discussion à celles du Comité des travailleurs.

Dans les premières heures de l'après-midi, des milliers de manifestants se massent dans l'avenue de l'Indépendance. Les résolutions adoptées par le Comité des travailleurs sont annoncées et approuvées ; les délégués

développent le sens s'ébranler lorsque, vanciers supérieurs, mor une allocution radio mier ministre et lui Comité des travail insiste sur le caract tant que simple n national populaire. qu'importe ! L'enth en triomphe jusqu'à

Dans la soirée d taine. L'enthousias gens qui hurlent le lificient l'événement nantsoa signifie in destruction du régi tout autre : Tsira tient son autorité. au cours de la soir Tsiranana et Rama

L'intervention crise : le vendredi masser avenue de l désigné par le Cor à imposer au génér de coopération av la limitation du n d'expression, enfin cependant, les ma radio, développé p prêtres catholique guerre civile dans que l'on cherche : par des rumeurs i colonnes armées pouvoir.

Malgré cette p vers le palais pr manifestants le lu reil guerrier, atten tion de Tsiranana division ethnique

développent le sens des débats du matin. La marche vers le palais va s'ébranler lorsque, vers 17 heures, le général Ramanantsoa, entouré d'officiers supérieurs, monte sur le podium ; une demi-heure auparavant, dans une allocution radiodiffusée, Tsiranana a annoncé qu'il le nommait Premier ministre et lui remettait les pleins pouvoirs. Le porte-parole du Comité des travailleurs lui annonce les positions arrêtées le matin et insiste sur le caractère provisoire du pouvoir que le peuple lui confie en tant que simple mandataire pour assurer l'organisation du Congrès national populaire. La réponse du général est ambiguë, évasive ; mais qu'importe ! L'enthousiasme est indescriptible ; Ramanantsoa est porté en triomphe jusqu'à l'immeuble de la radio, d'où il va s'adresser au pays.

4. *La fin*

Dans la soirée du jeudi s'est créée une situation pour le moins incertaine. L'enthousiasme de la foule est fondé sur un quiproquo ; pour les gens qui hurlent leur joie, s'embrassent et dansent sur la chaussée, qualifient l'événement de deuxième indépendance, l'apparition de Ramanantsoa signifie implicitement l'élimination de Tsiranana, partant la destruction du régime installé par les Français en 1960. Or, la réalité est tout autre : Tsiranana reste président, c'est de lui que Ramanantsoa tient son autorité. Les manifestants en prendront peu à peu conscience au cours de la soirée, surtout à travers les déclarations radiodiffusées de Tsiranana et Ramanantsoa eux-mêmes.

L'intervention du général ne semble cependant pas avoir dénoué la crise : le vendredi 19, une foule aussi nombreuse que la veille revient se masser avenue de l'Indépendance. Le collectif restreint de trente membres désigné par le Comité des travailleurs a fixé, dans la nuit, les conditions à imposer au général : le départ de Tsiranana, la dénonciation des accords de coopération avec la France, la tenue du Congrès national populaire, la limitation du mandat des généraux, la garantie de la liberté totale d'expression, enfin la libération des prisonniers politiques. Ce même jour, cependant, les manifestants sont travaillés par un autre thème repris à la radio, développé par des idéologues d'horizons divers, parmi lesquels des prêtres catholiques et des pasteurs : l'éviction de Tsiranana ouvrirait une guerre civile dans laquelle les Merina affronteraient les Côtiers ; la peur que l'on cherche ainsi à faire naître chez les manifestants est renforcée par des rumeurs incontrôlables annonçant la montée vers la capitale de colonnes armées de Côtiers venant libérer Tsiranana et restaurer son pouvoir.

Malgré cette peur qui s'amplifie, il y aura encore une montée en masse vers le palais présidentiel, jusque sur la place où s'étaient arrêtés les manifestants le lundi précédent ; Ramanantsoa, entouré d'un grand appareil guerrier, attend : dans un silence glacial, il rejette la demande d'éviction de Tsiranana de la présidence, reprend avec insistance le thème de la division ethnique, joue lui aussi sur la peur de la guerre civile ; il affirme

cents délégués qui se
Antsahamanitra (« Au
un théâtre en plein air
ats ressortent de leurs
ates est consommée, le
ux scolaires mais direc-
; négociation est exclue
nnue : ainsi le général
st prêt à recevoir une
icipation des organisa-
avec violence, certains
ouve là le refus de toute
l'opposition AKFM qui
délégués des entreprises
xposent et font approu-
finie au cours de cette
participeront à celle du

personnes envahissent
situé à 3 km du centre
salle autour de laquelle
est rigoureux, la véri-
infiltration de syndica-
ar leurs camarades de
participation des orga-
; le début de la séance
on, sanctionnée par le
bats passionnés, va se
araître ; Tsiranana doit
rement le pouvoir aux
onal populaire ; celui-ci
en place le seul pouvoir
Les décisions répondent
Comité, ou de celle qui
ncartes et les banderoles
u pouvoir par l'armée.
estreint d'une trentaine
ndications et d'être son
palais présidentiel pour
Conseil permanent des
une décision claire ne
is discussion à celles du

milliers de manifestants
ésolutions adoptées par
prouvées ; les délégués

que le seul moyen d'y faire obstacle est de maintenir à la présidence Tsiranana, présenté comme le symbole de l'unité nationale. L'épreuve de force n'est pas engagée, les manifestants refluent vers la ville basse sans avoir essayé de franchir le spectaculaire barrage militaire qui les sépare du palais.

Durant la soirée, dans la caserne où siège l'état-major de l'armée, les délégués des trois comités (enseignants, élèves et étudiants, travailleurs) rencontrent Ramanantsoa, accompagné d'officiers supérieurs ; le général reste inflexible sur son refus de l'éviction de Tsiranana ; il rejette également la dénonciation immédiate des accords de coopération avec la France ; il accepte, en revanche, les autres demandes des comités : réunion du Congrès national populaire, liberté totale d'expression, libération des prisonniers politiques sans exclusive, enfin paiement aux salariés des journées de grève. Les termes de ce compromis ne font que traduire l'échec de la manifestation qui s'est déroulée quelques heures auparavant. Le rapport de forces est désormais en faveur des nouveaux maîtres du pouvoir.

La situation ainsi créée explique que la période insurrectionnelle se soit achevée le samedi 20. La ville continue à être agitée par la peur de la guerre civile ; un tract venu on ne sait d'où est distribué massivement : les Merina y sont menacés de massacre s'ils osent toucher au Côtier Tsiranana ! Les rumeurs les plus diverses viennent donner corps à la terreur. Par ailleurs, la radio va jouer un rôle essentiel dans l'effort pour briser la mobilisation populaire : Tsiranana affirme qu'il reste président, Ramanantsoa menace les trublions qui veulent poursuivre une agitation devenue sans objet ; les dirigeants des organisations syndicales prennent leur revanche et se relaient à la radio pour appeler à la reprise du travail ; les dignitaires de l'AKFM interviennent dans le même sens, accédant eux aussi, dans un texte diffusé ce jour-là, le risque de l'affrontement ethnique.

L'accumulation de ces divers éléments fait peser une formidable pression sur les comités qui siègent depuis le matin (celui des travailleurs à Ampefiloha, celui des scolaires au campus) et sur les manifestants encore nombreux à occuper l'avenue de l'Indépendance. Dans la confusion, les accords passés la veille sont approuvés, malgré l'opposition d'une minorité importante ; le Comité des travailleurs, en particulier, accepte difficilement ce qu'il appelle « la suspension de la grève » ; c'est au milieu des huées et des protestations d'une partie des manifestants que ces décisions sont annoncées, dans l'après-midi, avenue de l'Indépendance. Ce même après-midi, un culte chrétien est organisé à Mahamasina²² par les dignitaires des Églises qui, le mardi soir, avaient quitté le devant de la scène pour laisser

22. Mahamasina (« qui rend sacré ») : il s'agit d'un stade construit dans la plaine qui s'étend au pied de la colline surmontée du palais de la reine ; au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, l'armée y organisait ses parades et, surtout, la souveraine y prêtait serment, lors de son intronisation, sur une pierre sacrée. Le choix de ce lieu pour le culte chrétien (orienté vers la personne de Ramanantsoa) n'est évidemment pas le fait du hasard.

la place aux g
nantsoa, qui y
L'unanimité qu
que les uns son
les autres son
est désormais p

Malgré la p
dominant de c
détenteurs du
vidus (l'équipe
n'étant pas dir
déroulées des
simple changer
imposer le ma
blique. Ceux o
question du po
leurs objectifs
convocation de
populaire.

Quel est le
manière dont
qu'il lui prête
signé et gara
quelques chan
instituant l'es
inlassablement
de ces journée
derrière leque
pas oublié que
nial ; le nation
la ville et pès
la façon dont
principalemen
l'ensemble de
impose la réa
thème de la
18 mai).

Étant don
occupe au cen
gouvernement
pouvoir étant
étrangère, le
une telle orien
puisque à tra
antagonismes

la place aux généraux ; des milliers de personnes y participent ; Ramanantsoa, qui y assiste sans Tsiranana, reçoit une sorte de légitimation. L'unanimité qui avait porté la mobilisation populaire est morte : alors que les uns sont devant l'Hôtel de ville et espèrent la reprise de la lutte, les autres sont à Mahamasina et se pressent autour du général. La ville est désormais partagée en deux.

Malgré la puissante offensive des conciliateurs les 15 et 16 mai, l'axe dominant de ces événements aura été la volonté populaire d'éliminer les détenteurs du pouvoir central ; cette élimination ne visait que les individus (l'équipe gouvernementale tsiraniste), le pouvoir étatique lui-même n'étant pas directement mis en cause. La semaine pendant laquelle se sont déroulées des manifestations d'une ampleur inégalée s'achève sur un simple changement d'acteurs, incomplet puisque Ramanantsoa a réussi à imposer le maintien de Tsiranana comme président fictif de la République. Ceux qui ont essayé d'orienter les événements vers la mise en question du pouvoir étatique sont contraints de remettre la réalisation de leurs objectifs à un futur et problématique Congrès national dont la convocation dépendra des généraux mêmes qui ont endigué le mouvement populaire.

Quel est le fondement interne de cette limitation du mouvement ? La manière dont celui-ci construit l'image de l'ennemi, le mode d'existence qu'il lui prête sont déterminants : l'équipe gouvernementale tsiraniste a signé et garanti l'exécution d'accords de coopération qui, à travers quelques changements de lettres, sont stigmatisés comme des « accords instituant l'esclavage » et dont banderoles, graffitis, discours exigent inlassablement la dénonciation. Cette équipe restera définie tout au long de ces journées comme l'agent des Français, comme un pouvoir fantoche derrière lequel se dissimule celui des étrangers. Les Tananariviens n'ont pas oublié que les gouvernementaux ont été installés par le pouvoir colonial ; le nationalisme, la tradition des luttes anticoloniales imprègnent la ville et pèsent fortement sur la perception qu'ils ont de l'adversaire et la façon dont ils le définissent. Ces événements de 1972 relèvent ainsi principalement d'un mouvement de libération nationale dans lequel l'ensemble de la population de la ville, toutes couches sociales réunies, impose la réalisation d'une décolonisation restée jusqu'alors fictive (le thème de la deuxième indépendance sera explicitement formulé le 18 mai).

Étant donnée cette orientation, ce n'est pas en vertu de la place qu'elle occupe au centre du système de domination et d'exploitation que l'équipe gouvernementale est désignée comme l'adversaire ; les détenteurs du pouvoir étant uniquement définis par leur collusion avec la domination étrangère, le pouvoir en tant que tel reste à l'abri de la tourmente. Mais une telle orientation permet aussi de préserver l'unité des manifestants : puisque à travers le gouvernement ce sont les Français qu'on vise, les antagonismes entre les couches sociales, qui auraient été mis en évidence

si le pouvoir d'État lui-même avait été en question, ont pu être masqués.

Ce mode de présentation de l'équipe gouvernementale en adversaire signifie que les Français sont l'ennemi principal ; or, cet ennemi principal, constamment présent et dénoncé, est resté un acteur idéologique ; à aucun moment il n'a été un acteur effectif, jamais même il n'a été impliqué dans un affrontement : il est remarquable que l'ambassade de France — l'ex-palais du gouverneur général, proche de l'avenue de l'Indépendance — n'ait été l'objectif d'aucun rassemblement ; et pourtant c'est là, en dernière instance, que résidait le véritable pouvoir pour les manifestants ; plus généralement, aucun des vingt mille Français habitant Tananarive n'a été pris à partie : les manifestants n'ont jamais tenté de transformer l'ennemi idéologique en adversaire effectif. Pour comprendre cette autre limite interne au mouvement, il faut tenir compte de la menace constante qu'a fait peser sur la ville l'éventualité d'une intervention des deux mille parachutistes français basés à une dizaine de kilomètres du centre de la ville et commandés par un général, Bigeard, légendaire par la répression qu'il a dirigée en Algérie et dont la nomination à Tananarive semble bien avoir été motivée par le halo terrorisant attaché à son nom. Un communiqué diffusé dans la journée du 17 par le gouvernement français précisera que ces troupes n'interviendront que pour protéger les biens et les personnes des ressortissants français ; c'est dire que la moindre provocation organisée par les partisans du régime pouvait fournir une justification à l'entrée des parachutistes français dans Tananarive. La réalité de cette menace militaire explique que les Français aient été des adversaires idéologiques dans un affrontement dont l'enjeu était leur présence.

L'opération d'installation au pouvoir du général Ramanantsoa, chef suprême des forces armées, n'a été possible que dans la mesure où le mouvement populaire a été contenu dans les limites que nous venons d'esquisser ; dans la mesure aussi où les soldats et les gendarmes ont été maintenus dans un rôle passif et n'ont pas participé aux affrontements dans les rues de la capitale²³. En un sens donc, tout s'est joué le 13, quand les soldats et gendarmes restent l'arme au pied alors que s'opposent FRS et jeunes manifestants ; cela les dissocie des FRS et semble être une réponse positive à la foule qui les presse de ne pas, comme ceux-ci, faire couler le sang malgache. Ils ne seraient que les chiens des Français : c'est seulement parce qu'il est leur esclave que ce gouvernement composé de Malgaches a pu donner l'ordre de tirer sur d'autres Malgaches. La non-intervention des forces armées ce jour-là leur permettra, au lieu d'être rejetées vers le gouvernement et ses maîtres étrangers, de prendre place dans l'unification nationaliste et autorisera leurs chefs à se présenter comme les porteurs des aspirations nationalistes de la foule.

La décision de ne pas faire tirer soldats et gendarmes s'explique par la situation existant dans les forces armées ; elle a été prise par l'état-

23. L'armée compte 7 000 hommes ; la gendarmerie, dotée du même armement, 4 000 ; les FRS, entraînés par des experts français et israéliens, regroupent 2 000 hommes.

major lui-même pour
nir son contrôle et
officiers, surtout c
locales, le sentimen
les enseignants, so
mise des coopéran

Au terme de ce
est d'une importan
particulier lors de
décisive car c'est là
populaire va reflue
dans deux context

1) *A Tananarive*

S'il risque l'affi
à une présidence f
son propre pouvo
refus d'une autre
ainsi dans l'œuf l
dans les conditior
ne lui remettant
reconnaissant qu'
populaire où sera
La victoire de Ra
idéologiques du r
tive qu'il fait du
en cause du pou
prendre l'efficacit
19 et 20 mai, a p
quant à Tsiranar
Côtier pro-frança

2) *Dans l'ensembl*

Le maintien
tants tananarivi
aussi à la popul
pérennité, en la
pérennité nécess
locale : les agent
mité sur la relati
la personne prési
sur l'imbricatio
l'alliance entre

24. Ce sont eu
patron des forces
défense de la Prés
sur les banderoles

major lui-même pour ne pas courir le risque d'être désobéi, pour maintenir son contrôle et préserver l'unité de l'armée. En effet, dans le corps des officiers, surtout chez les jeunes formés dans les académies militaires locales, le sentiment nationaliste est particulièrement vif ; et, comme chez les enseignants, son ressort principal est le ressentiment né de la mainmise des coopérants militaires français sur l'armée et la gendarmerie²⁴.

Au terme de ces événements, le maintien de Tsiranana à la présidence est d'une importance essentielle ; que Ramanantsoa ait pu l'imposer, en particulier lors de la manifestation du 19, constitue pour lui une victoire décisive car c'est là, contre le personnage de Tsiranana, que le mouvement populaire va refluer. Le maintien de l'ancien président doit être replacé dans deux contextes :

1) *A Tananarive*

S'il risque l'affrontement avec les manifestants pour imposer Tsiranana à une présidence fictive, c'est que Ramanantsoa joue ainsi la légitimité de son propre pouvoir ; en se voulant investi par Tsiranana, il signifie son refus d'une autre légitimité, celle issue du mouvement populaire ; il brise ainsi dans l'œuf l'amorce de contestation du pouvoir étatique en germe dans les conditions que les comités populaires tentent de lui imposer (en ne lui remettant le pouvoir qu'à titre temporaire et précaire, en ne lui reconnaissant qu'un rôle, celui de préparer la réunion du Congrès national populaire où sera édifié un pouvoir conforme aux aspirations du peuple). La victoire de Ramanantsoa sur ce terrain décisif s'explique par les limites idéologiques du mouvement dont nous avons parlé (la définition restrictive qu'il fait du gouvernement comme agent des Français bloque la mise en cause du pouvoir lui-même). Ces mêmes limites permettent de comprendre l'efficacité du « chantage » à la guerre civile entre ethnies qui, les 19 et 20 mai, a paralysé la dernière offensive contre Tsiranana : en s'attaquant à Tsiranana, les manifestants réactualisaient le vieil antagonisme Côtier pro-français/Merina nationaliste.

2) *Dans l'ensemble du pays*

Le maintien de Tsiranana n'est pas uniquement destiné aux manifestants tananariviens ; mis en scène avec insistance à la radio, il s'adresse aussi à la population des provinces ; ainsi est marquée, démontrée, la pérennité, en la personne présidentielle, de l'autorité étatique centrale, pérennité nécessaire pour éviter la mise en question de l'autorité étatique locale : les agents locaux du pouvoir peuvent toujours fonder leur légitimité sur la relation avec le centre tananarivien du moment qu'en subsiste la personne présidentielle. A tous les niveaux, ces pouvoirs locaux reposent sur l'imbrication de l'administration et du parti gouvernemental, sur l'alliance entre les fonctionnaires et les politiciens tsiranistes : éliminer

24. Ce sont eux qui occupent la plupart des postes de responsabilité : le vrai patron des forces armées est un général de gendarmerie français, chef du bureau de défense de la Présidence ; son nom est souvent apparu accolé à celui de Tsiranana sur les banderoles des manifestants.

Tsirananana eût été ruiner leur base idéologique et menacer leur existence, anéantir le pouvoir de l'État dans tout le pays. Il semble que les généraux aient voulu éviter deux dangers, de sens opposé : (a) dans les villes provinciales où ils bénéficient d'une base sociale solide, les politiciens et fonctionnaires tsiranistes auraient pu, au cas où Tsiranana était démis, tenter, en se réclamant de sa légitimité, d'instaurer des pouvoirs locaux contre celui de Tananarive ; tentatives qui auraient provoqué des oppositions et transformé chaque ville en champ clos ; (b) dans les campagnes, la destruction de l'autorité étatique centrale qu'aurait signifié l'élimination de Tsiranana aurait entraîné un vide du pouvoir avec la dislocation des communes et cantons, le mouvement déclenché à Tananarive risquant alors de trouver un relais et de se manifester avec violence en réponse à l'oppression et à la coercition exercées par les agents locaux du pouvoir sur les villageois (les manifestations armées de 1971 sont toutes proches, le souvenir de l'insurrection rurale de 1947-48 reste vivace).

En conservant Tsiranana comme président fictif, Ramanantsoa réussit ainsi à garder dans l'ensemble du pays un pouvoir étatique par l'intermédiaire d'une administration et d'un parti peuplés de fidèles du régime abattu ; le nouveau gouvernement établira dans les semaines suivantes son contrôle sur les instances locales et régionales de l'appareil d'État, et ne prendra l'initiative de se débarrasser de Tsiranana que lorsque cette reprise en main sera effective.

III. — ÉLIMINATION DU POUVOIR POPULAIRE ET INSTAURATION DU RÉGIME RAMANANTSOA (20 MAI - 8 OCTOBRE 1972)

Durant la dernière semaine de mai et le mois de juin, la lutte reste circonscrite dans la conjoncture constituée au terme de la semaine insurrectionnelle : d'un côté Ramanantsoa et son gouvernement — mais rattachés à un Tsiranana impuissant, enfermé dans son palais, le nouveau régime manifestant ainsi son refus d'être l'otage du mouvement populaire — ; de l'autre, des comités rassemblant les délégués des travailleurs, des élèves et des étudiants, des enseignants — ils ont assuré la direction de la mobilisation pendant la semaine insurrectionnelle et ont, avec le compromis issu des négociations des 19 et 20 mai, imposé leur existence, dans la mesure où les généraux ont accepté l'organisation du Congrès national populaire.

Dans les jours qui suivent le 20 mai se met en place, autour des comités surgis durant la grève scolaire et la semaine insurrectionnelle, une organisation complexe. La séparation est maintenue entre ce qu'on appelle les « séminaires » (élèves et étudiants, enseignants, travailleurs), auxquels vient s'ajouter celui des ZOAM²⁵ ; chaque séminaire se donne un « comité

25. Le terme désigne les jeunes chômeurs (scolarisés pour la plupart). Constitués en bandes dans les quartiers populaires, ils vivent dans une illégalité (les vols) qui les oblige à une guérilla permanente avec les policiers. Ils se désignent eux-mêmes

permanent », et la « Comité commun d à entrer en contact a semaines qui vont s complexe scolaire d et au campus univer samedi après-midi s rale : durant les se plusieurs dizaines de

Il n'est évidemnn duction de ces sém pratique, va s'instau les séminaires, divis paration du Congrè tion de propositions s'érige, face au gou seul légitime, s'effor caire qu'avaient voi pouvoir va trouver crises entre le KIM e

1. Le premier a conclu sur le comp mêmes : le KIM affir spa a reçu le pouv 18 mai et son pouv son indépendance à l'investiture du pr offensive contre Tsi tique, la constituc légitimation que R domine déjà la gran cependant débouch

par le sigle ZWAM (z gache ») ; le terme de cette catégorie où ils leurs bandes. Ils se so ont été les héros des : au terrain de la lut (Zatovo orin'asa anivo et se définissent tout leur séminaire sur la

26. KIM : Komity 27. La dualité de vagues de prisonnier bureau qu'il occupe filoha et au campus leur libération !

Par ailleurs, les n des communiqués écr

acer leur existence, le que les généraux (a) dans les villes e, les politiciens et anana était démis, les pouvoirs locaux provoqué des oppo- lans les campagnes, ignifié l'élimination c la dislocation des ananarive risquant plence en réponse à locaux du pouvoir t toutes proches, le ace).

amanantsoa réussit tatique par l'inter- le fidèles du régime semaines suivantes 'appareil d'État, et a que lorsque cette

INSTAURATION MARS 1972)

juin, la lutte reste le la semaine insur- ment — mais ratta- palais, le nouveau mouvement popu- és des travailleurs, assuré la direction elle et ont, avec le osé leur existence, isation du Congrès

autour des comités tionnelle, une orga- ce qu'on appelle les vailleurs), auxquels donne un « comité

la plupart). Constitués illégalité (les vols) qui désignent eux-mêmes

permanent », et la réunion des quatre comités permanents forme le « Comité commun de lutte » (KIM)²⁶. Cet organisme, qui est seul habilité à entrer en contact avec le gouvernement, va jouer un rôle central dans les semaines qui vont suivre. Les séminaires siègent en deux endroits : au complexe scolaire d'Ampefiloha pour les travailleurs et les enseignants, et au campus universitaire pour les élèves-étudiants et les ZOAM ; chaque samedi après-midi se tient dans l'un ou l'autre lieu une assemblée générale : durant les semaines de mai et juin, ces assemblées compteront plusieurs dizaines de milliers de participants.

Il n'est évidemment pas question d'analyser ici la considérable production de ces séminaires et comités ; mais il faut noter que, dans la pratique, va s'instaurer un partage des responsabilités qui sera essentiel : les séminaires, divisés en commissions, orientent leur activité sur la préparation du Congrès national populaire (confection de dossiers, élaboration de propositions) ; le KIM (qui rassemble une soixantaine de personnes) s'érige, face au gouvernement, en centre de pouvoir et s'affirme comme seul légitime, s'efforçant d'enfermer le gouvernement dans la position précaire qu'avaient voulu lui imposer les comités le 18 mai²⁷. La question du pouvoir va trouver sa résolution en trois moments, qui sont autant de crises entre le KIM et le gouvernement.

1. Le premier affrontement sera la suite directe de celui qui s'est conclu sur le compromis du 20 mai, les termes en sont exactement les mêmes : le KIM affirme que c'est du mouvement populaire que Ramanantsoa a reçu le pouvoir, qu'il est donc lié par les conditions édictées le 18 mai et son pouvoir subordonné à celui du KIM. Le général marquant son indépendance à l'égard du mouvement populaire en se réclamant de l'investiture du président de la République, le KIM va développer son offensive contre Tsiranana, contre les différents éléments du système politique, la constitution, le parlement : il tente ainsi de détruire la source de légitimation que Ramanantsoa s'est donnée. Telle est l'orientation qui domine déjà la grande assemblée du 27 mai au campus universitaire, sans cependant déboucher sur une manifestation dans les rues du centre de la

par le sigle ZWAM (*zatovo* « jeune », *western*, *andevo* « esclave », *malagasy* « malgache ») ; le terme de *western* souligne l'importance qu'ont, pour eux, les films de cette catégorie où ils puisent souvent des schémas pour l'organisation interne de leurs bandes. Ils se sont introduits dans les manifestations des scolaires et, surtout, ont été les héros des affrontements des 13 et 15 mai ; ils ont signifié leur accession au terrain de la lutte politique en modifiant leur appellation, devenue ZOAM (*Zatovo orin'asa anivon'ny Madagasikara*, « les jeunes sans-travail de Madagascar »), et se définissent tout simplement comme des chômeurs. Ils restent organisés dans leur séminaire sur la base du quartier.

26. KIM : *Komity iraisan'ny mpitolona*.

27. La dualité de pouvoir est attestée par le rite qui suit la libération des trois vagues de prisonniers politiques : ils montent remercier Ramanantsoa dans le bureau qu'il occupe au palais, puis se présentent au complexe scolaire d'Ampefiloha et au campus universitaire — et ils expriment là aussi leur gratitude pour leur libération !

Par ailleurs, les négociations entre le KIM et le gouvernement donnent lieu à des communiqués écrits signés par les deux parties, diffusés par la radio.

entre eux reculent
vernement : c'est
idi, Ramanantsoa
nnellement intro-
on personnage de
1 KIM ! Les deux
andes assemblées
e l'élimination de
itime du pouvoir,
restent enfermées
sitaine : le KIM se
le la capitale.

tant au maximum
l'ambassadeur de
is des lycées tana-
se dérouler dans la
chutistes français.
idi du 17 juin, le
onstre : pancartes,
on d'examen soit
présence des bases
troupes françaises
bler le matin du 19
et d'organiser une
Le gouvernement
ns avec le KIM et,
nce est averti que
ssemblée qui siège
main n'a plus qu'à
départ des soldats

militaire française
-t-il pu y trouver
que dans un même
ion entre les deux
nation française —
ction cristallise la
accordé jusque-là
e donner un second
ilaire vers l'affron-
i le gouvernement
ain : il ne veut pas
s, ce qui le rejette-
nt renversé en mai
re lui.

3. Le KIM va tenter d'exploiter sur le terrain de la légitimité du pouvoir sa victoire du 18. Son offensive se développe à deux niveaux : (a) il exige que soit supprimée la célébration, le 26 juin, de la proclamation de l'indépendance — qu'il stigmatise comme ayant consacré la perpétuation de l'esclavage colonial —, et demande l'abandon du drapeau qui la symbolise ; il fixe une nouvelle date pour la fête nationale, la journée du 18 mai, celle où le peuple a conquis la véritable indépendance (tout ceci tend, encore une fois, à saper la légitimité que le gouvernement oppose à celle du mouvement populaire : ce n'est que la suite logique de la dénonciation de Tsiranana, qui n'est d'ailleurs pas abandonnée) ; (b) le KIM tente d'ouvrir un front dans les campagnes : le vendredi 23, il envoie dans tout le pays un télégramme annonçant la destitution des agents subalternes de l'État — chefs de village, de canton, maires — ; des séminaires prendront leur place et se constitueront en pouvoir populaire face aux sous-préfets et préfets.

L'assemblée du samedi 24 est dominée par ces deux objectifs ; la décision est prise d'organiser un rassemblement avenue de l'Indépendance, le matin du 26, pour s'opposer à la cérémonie que le gouvernement organise à Mahamasina.

La riposte gouvernementale est violente : l'état de siège est proclamé. Les soldats et gendarmes quadrillent la ville ; Ramanantsoa menace à la radio : « A l'heure actuelle une minorité de perturbateurs veulent exploiter l'élan et la lutte du peuple au profit de leur seule ambition personnelle ; leur objectif est simple : s'emparer du pouvoir pour installer un régime qui ne laissera aucune place au dialogue et à la liberté. » Au cours de la journée du dimanche s'engageront néanmoins des négociations entre le KIM et le gouvernement ; le compromis élaboré marque la défaite du KIM, et l'assemblée réunie dans l'après-midi ne peut que l'accepter. Le matin du 26, la commémoration de l'indépendance se tiendra à Mahamasina et le défilé des troupes sera co-présidé par Tsiranana et Ramanantsoa. Au même moment, le KIM organise une assemblée à Ampefiloha, les thèmes développés depuis un mois y sont repris, mais les manifestants ne dépassent pas l'enceinte du complexe scolaire, la rue investie par les soldats et les gendarmes leur étant interdite. Le gouvernement sort largement vainqueur de l'épreuve de force.

Les événements des 24-26 juin sont décisifs ; le gouvernement a réussi à résorber la situation de double pouvoir qui s'était créée dans la capitale ; le mois de juillet verra les grandes assemblées hebdomadaires perdre de leur ampleur et de leur régularité. L'ultime sursaut du KIM date des derniers jours de juillet : les dirigeants du parti tsiraniste annoncent leur intention d'organiser début août à Tamatave un congrès qui doit leur permettre de reconstituer leur organisation. Le 26 juillet, le KIM déclare qu'il s'opposera par tous les moyens à cette réapparition du PSD et, le 29, il peut encore rassembler au campus universitaire plusieurs dizaines de milliers de manifestants : l'éviction de Tsiranana est de nouveau exigée,

une manifestation de rue pour s'opposer à la tenue du congrès est décidée. Ne voulant pas apparaître trop ouvertement comme le protecteur des politiciens de l'ancien régime, le gouvernement recule aussitôt et interdit la réunion du congrès du PSD. Mais il n'y a plus de double pouvoir et les séminaires et comités se consacrent désormais exclusivement à la préparation du futur Congrès national : élaboration d'un projet de constitution, description technique du nouvel appareil étatique, redéfinition des relations avec l'ancienne métropole, etc. Dans les derniers jours de juillet est formé un organisme réunissant des délégués de toutes les sous-préfectures, ayant pour charge l'organisation pratique du Congrès national, prévu pour le début de septembre. Le KIM tananarivien n'a plus qu'une existence théorique.

L'épilogue se jouera pendant le mois de septembre. L'ouverture du Congrès national est fixée au 4 ; une dizaine de milliers de délégués provinciaux sont déjà arrivés à Tananarive quand, le 29 août, l'état de siège est proclamé sous prétexte de risques de troubles — dont l'origine n'est pas précisée. La ville est de nouveau quadrillée par les soldats et les gendarmes ; le lendemain, Ramanantsoa annonce solennellement qu'une nouvelle constitution sera soumise au peuple par référendum le 8 octobre. La signification de cette opération, annoncée brutalement pendant l'état de siège, est claire : il s'agit, en opposant le référendum au congrès qui va s'ouvrir, de dénier à celui-ci toute légitimité — celle-ci résidant désormais dans le référendum du 8 octobre —, de lui enlever définitivement toute possibilité de s'ériger en centre de pouvoir face au gouvernement. Le gouvernement ne fait que recueillir les fruits de sa victoire de juin.

Le Congrès national populaire se tient du 4 au 19 septembre ; son ouverture et sa clôture donnent lieu à des rassemblements considérables mais il se dissout dans l'insignifiance ; en effet, ses participants acceptent de le cantonner à l'élaboration de recommandations présentées au gouvernement, qui en fera ce que bon lui semble. A aucun moment le Congrès ne pourra fournir cette occasion de relance du mouvement populaire dont rêvaient certains militants tananariviens :

— A l'extérieur, exploitant la situation créée par le discours du 30 août, les idéologues catholiques et ceux de l'AKFM lancent une campagne visant à dénier au Congrès toute signification politique ; campagne orchestrée par la quasi-totalité des journaux qui soulignent que ce congrès n'est qu'un forum sans aucun pouvoir. Pendant que le Congrès poursuit ses travaux, la propagande référendaire prend de l'ampleur grâce à la mise en scène d'un affrontement entre Ramanantsoa et Tsiranana, qui lance à la radio de véhéments appels au vote négatif. Dans la deuxième quinzaine de septembre ce faux duel accapare l'actualité (Ramanantsoa réunit cinquante mille personnes à Mahamasina, le 30 septembre), et le Congrès national s'achève dans l'indifférence.

— A l'intérieur, le déroulement du Congrès est dominé par la déroute des comités tananariviens (celui des travailleurs et, surtout, celui des ZOAM)

qui tentent vaine-
des délégués pro-
révéleront dans l
gouvernement. La
tement entre Ran
base de leur oppo
de la lutte qui ser

De sa victoire
qui lui est propre
ment populaire s
Le Congrès natio
refuser que la re
système d'enseign
ambiance favorab
annonce, le 13 oc
pour s'y opposer e
mais celle-ci met
s'était organisé le
d'élèves et d'étud
revanche, seule fo
rentrée se fera de
gendarmes en ter
les portes des pri
les classes d'un d
gnement. Mais ce

Les évènements
de la situation d
l'échec du KIM et
fin mai, le KIM en
des structures ser
ques jours, chaqu
le KIM tananarivi
Andry et le comi
vague de militan
première fois. Mai
trouver en provin

1) Dans les villes

La lutte contr
variables dans les
d'importantes ma
les affrontements
maintenant Tsira
laisse aux politici

qui tentent vainement de ranimer la flamme mais se heurtent à l'hostilité des délégués provinciaux, considérablement plus nombreux et qui se révéleront dans leur grande majorité des partisans inconditionnels du gouvernement. La popularisation de la campagne référendaire sur l'affrontement entre Ramanantsoa et Tsiranana les renforce : choisis sur la seule base de leur opposition à l'ancien régime, ils s'estiment partie prenante de la lutte qui semble se jouer en dehors du Congrès.

De sa victoire du 8 octobre, le gouvernement sort nanti d'une légitimité qui lui est propre ; il va donc pouvoir achever la destruction du mouvement populaire sur le terrain où tout avait commencé, celui de l'école. Le Congrès national n'avait réussi à prendre qu'une seule décision claire : refuser que la rentrée scolaire ait lieu avant que la transformation du système d'enseignement ne soit mise sérieusement en chantier. Dans une ambiance favorable créée par l'ensemble de la presse, le gouvernement annonce, le 13 octobre, qu'il fixe la rentrée scolaire au 23. Une tentative pour s'y opposer est amorcée avec la convocation, le 21, d'une assemblée ; mais celle-ci met en évidence la disparition des structures dans lesquelles s'était organisé le mouvement populaire : n'y assistent qu'une poignée d'élèves et d'étudiants et pratiquement aucun travailleur ; les ZOAM en revanche, seule force restée mobilisée, sont venus en grand nombre. La rentrée se fera dans des établissements protégés par des soldats et des gendarmes en tenue de combat. Les ZOAM manifestent pourtant devant les portes des principaux lycées et certains parviennent à s'installer dans les classes d'un des plus prestigieux, affirmant ainsi leur droit à l'enseignement. Mais ce sont là les dernières étincelles du brasier.

Les événements dont la capitale est le théâtre ne doivent pas être isolés de la situation dans le reste du pays, qui a joué un rôle essentiel dans l'échec du KIM et le reflux du mouvement populaire. Dès sa désignation fin mai, le KIM envoie de nombreux militants en province pour y susciter des structures semblables à celles de Tananarive. Effectivement, en quelques jours, chaque chef-lieu aura son KIM. Au mois de juillet, alors que le KIM tananarivien n'est plus que l'ombre de lui-même, le groupe du *Ny Andry* et le comité ZOAM organisent l'envoi en province d'une nouvelle vague de militants avec des objectifs nettement plus radicaux que la première fois. Mais, à aucun moment, les Tananariviens ne parviendront à trouver en province un soutien dans leur affrontement avec Ramanantsoa.

1) *Dans les villes provinciales*

La lutte contre le régime tsiraniste menée à Tananarive a eu des échos variables dans les villes de province. La grève scolaire s'y est généralisée, d'importantes manifestations de rue y ont eu lieu (à Majunga, le 13 mai, les affrontements entre policiers et manifestants ont fait huit morts). En maintenant Tsiranana à la présidence, le gouvernement Ramanantsoa laisse aux politiciens de l'ancien régime, repliés sur les villes provinciales

où ils sont fortement implantés, le fondement idéologique de leur pouvoir : ils conservent leurs positions de maires, de députés, gardent leur liberté d'action. Dans chacune des villes, le KIM se met en place contre eux et attire tous leurs adversaires ; les militants envoyés de Tananarive vont s'épuiser en polémiques contre ces personnages du passé. L'administration, quant à elle, se garde d'intervenir dans la lutte : c'est sous sa protection que sont installés les KIM et que se réunissent les séminaires (souvent le préfet présidera la séance d'ouverture). A aucun moment l'administration ne voit son pouvoir contesté, et la formation du KIM ne s'est faite nulle part dans une situation de double pouvoir comme ce fut le cas à Tananarive. D'une manière générale, les animateurs des KIM provinciaux voient dans le gouvernement leur seul appui face aux politiciens de l'ancien régime qui ont plus ou moins reconstruit leurs pouvoirs locaux. Telle est la racine de la position unanimement favorable au gouvernement qu'adopteront les délégués provinciaux au Congrès national et sur laquelle se briseront les espoirs des militants tananariviens.

2) *Dans les campagnes*

La principale faiblesse du mouvement sera la passivité de la masse paysanne. Nous avons déjà signalé que la population des campagnes était extérieure à une crise scolaire centrée sur l'enseignement secondaire et, de ce fait, circonscrite aux seules populations urbaines ; et que, durant la semaine insurrectionnelle, la contestation est restée prisonnière de ces limites. Dans les semaines suivantes, les événements tananariviens ne trouvent d'écho que dans les régions rurales où l'action des organismes étatiques techniques était particulièrement intensive (les zones d'opération des sociétés d'aménagement dans lesquelles les paysans, encadrés par des techniciens, étaient réduits à la condition de manoeuvres sans salaire régulier ; les régions rizicoles des Plateaux où, depuis quelques années, un réseau dense d'experts imposait des techniques de production nouvelles contraignant les paysans à s'endetter toujours plus auprès de la Banque d'État) ; là, se sont formés des comités de paysans qui ont dénoncé l'intervention technique de l'État et exigé le retour aux pratiques antérieures ; cependant, même là, les paysans sont restés paradoxalement sous la tutelle des agents subalternes des organismes mis en cause, et qui étaient chargés de leur faire appliquer les mesures génératrices de la révolte. Ainsi encadrés, les comités paysans disparaîtront au moment de la campagne référendaire de septembre. La participation des paysans au Congrès national sera insignifiante : les délégués des campagnes, choisis à la hâte, n'ont aucune représentativité et resteront sous la coupe des techniciens agricoles qui traiteront en leur nom des problèmes ruraux.

Le maintien par Ramanantsoa de Tsiranana à la présidence sera, nous l'avons vu, une mesure efficace pour tenir les paysans en dehors de la tourmente des villes et éviter une révolte violente contre l'autorité qui les opprime. En outre, le 26 juin, Ramanantsoa annonce avec solennité la suppression de l'impôt personnel qui, sous le régime tsiraniste (en cela,

encore, fidèle héritier du despotisme que s'place les détenteurs d'autre part, il leur r domination. Ce faisa d'une possible mobil

Essayons de con forces autour du g L'ancienne oppositic feste son existence k ses dirigeants recons et des séminaires ; sont mis au service d une orientation sem de la capitale sont c

Du côté du KIM c par les séminaires. par les partisans d prétention du KIM investis d'une quel Ramanantsoa comr double position et, régime en fabriquant politiciens PSD et les verte » de divers c retour à la domina son gouvernement c

Au début, la pr ligne développée pa le KIM il fonde sa lé pour éviter que la l la province, il lais toute répression. C pourra peu à peu j protégera alors les interdira le congrès mois d'août ; il ces régulièrement exhil vince durant laque à l'égard de l'anci d'actes de peu de j publicité est faite techniques de Tsi tion donnée par l une politique d'a annoncée, etc. A n

ne de leur pouvoir :
ardent leur liberté
place contre eux et
de Tananarive vont
assé. L'administra-
est sous sa protec-
séminaires (souvent
ment l'administra-
KIM ne s'est faite
me ce fut le cas à
es KIM provinciaux
politiciens de l'an-
pouvoirs locaux. Telle
au gouvernement
ional et sur laquelle

encore, fidèle héritier de l'autorité coloniale), était le principal instrument du despotisme que subissaient les paysans. Ainsi d'une part, il laisse en place les détenteurs locaux de l'autorité et évite le vide du pouvoir ; d'autre part, il leur retire le moyen le plus important de l'exercice de leur domination. Ce faisant, il ôte aux militants venus de la capitale la base d'une possible mobilisation des paysans contre le nouveau régime.

Essayons de comprendre comment va évoluer la position du bloc de forces autour du gouvernement dans la conjoncture tananarivienne. L'ancienne opposition légale se rallie immédiatement à lui : l'AKFM manifeste son existence lors d'un congrès tenu à Tananarive du 19 au 22 juin ; ses dirigeants reconstituent leur organisation malgré les attaques du KIM et des séminaires ; ses associations satellites, ses nombreux journaux sont mis au service du nouveau régime ; les journaux catholiques prennent une orientation semblable. La quasi-totalité des médias (radio comprise) de la capitale sont contrôlés par les partisans du gouvernement.

Du côté du KIM on trouve deux journaux et surtout les tracts produits par les séminaires. Durant toute la période étudiée, la ligne développée par les partisans du gouvernement restera la même : ils dénoncent la prétention du KIM d'abord, puis du Congrès national populaire à être investis d'une quelconque légitimité ; ils présentent le gouvernement Ramanantsoa comme le seul dépositaire du pouvoir ; ils justifient cette double position et, plus précisément, leur ralliement inconditionnel au régime en fabriquant un ennemi, double, omniprésent et dangereux — les politiciens PSD et les Français, dont la collusion est illustrée par la « découverte » de divers complots visant à restaurer l'ancien régime ; contre ce retour à la domination des tsiranistes et des Français, Ramanantsoa et son gouvernement constituent le seul rempart.

Assivité de la masse
des campagnes était
ent secondaire et, de
; et que, durant la
prisonnière de ces
ts tananariviens ne
tion des organismes
e (les zones d'opéra-
s paysans, encadrés
de manœuvres sans
où, depuis quelques
niques de production
jours plus auprès de
de paysans qui ont
retour aux pratiques
stés paradoxalement
mes mis en cause, et
res génératrices de la
ront au moment de la
tion des paysans au
es campagnes, choisit
nt sous la coupe des
problèmes ruraux.

Au début, la pratique du gouvernement n'est pas cohérente avec la ligne développée par ses partisans ; en effet, dans son affrontement avec le KIM il fonde sa légitimité sur le maintien de Tsiranana à la présidence ; pour éviter que la lutte des Tananariviens contre le pouvoir central gagne la province, il laisse leur liberté d'action aux politiciens PSD, leur évite toute répression. Ce n'est qu'une fois le KIM défait que Ramanantsoa pourra peu à peu prendre ses distances à l'égard de l'ancien régime : il protégera alors les KIM provinciaux de l'hostilité des politiciens PSD, il interdira le congrès que ces derniers se préparaient à tenir au début du mois d'août ; il cessera de faire apparaître Tsiranana qui, en juin, était régulièrement exhibé ; il procédera fin août à une première tournée en province durant laquelle il agira et sera reçu en chef d'État. L'indépendance à l'égard de l'ancienne métropole sera également marquée par une série d'actes de peu de portée mais hautement significatifs : ainsi, une grande publicité est faite autour de l'expulsion des cinq principaux conseillers techniques de Tsiranana ; aucun représentant officiel n'assiste à la réception donnée par l'ambassadeur de France à l'occasion du 14 juillet ; une politique d'alliance avec les forces de libération africaines est annoncée, etc. A mesure que la pratique gouvernementale s'accorde ainsi

présidence sera, nous
sans en dehors de la
contre l'autorité qui les
nce avec solennité la
ne tsiraniste (en cela,

à la ligne de ses partisans tananariviens, ceux-ci vont gagner en efficacité dans leurs efforts pour rallier au régime les différentes couches de la population de la capitale. Alors peut s'ouvrir la campagne pour le référendum, qui inaugure une nouvelle étape : le gouvernement se retourne contre les politiciens de l'ancien régime, Ramanantsoa transforme Tsiranana en adversaire électoral, il pose le référendum comme un choix entre lui et l'ex-président, entre le nouveau et l'ancien. Dans une telle conjoncture, l'AKFM se renforce et prend en main la campagne référendaire à Tananarive et en Imerina. Désormais, le régime et ses partisans peuvent se présenter comme les leaders de la lutte contre la domination étrangère et ses agents locaux, les politiciens de l'ancien régime.

IV. — CONCLUSION

Nous allons présenter succinctement la force politique qui, dans la première phase de ces événements (grève scolaire, premiers jours de la semaine insurrectionnelle), a radicalisé le mouvement puis a vainement tenté de s'opposer à l'instauration du régime dirigé par le général Ramanantsoa. Jusqu'au 8 octobre, toute la stratégie du nouveau gouvernement est dirigée contre elle ; elle est la cible quasi unique des deux ou trois dizaines de journaux AKFM, protestants et catholiques. Elle est l'ennemi principal. Le pôle autour duquel se cristallisera cette force politique, dont la composition évoluera au cours de la période, est formé d'un petit nombre de militants (une trentaine). Depuis 1969-70, ces militants se sont regroupés autour de l'hebdomadaire *Ny Andry* dans lequel ils ont notamment dénoncé l'alliance du régime tsiraniste avec l'opposition officielle, après le soutien apporté par la direction AKFM à la répression des manifestations paysannes d'avril 1971. Cette dénonciation rencontrera un écho considérable ; les militants multiplieront dans Tananarive la diffusion des informations sur cette répression. On retrouvera ces militants dans les lieux et les moments clés des événements de 1972 : au cours de la grève scolaire, ils assurent la direction du collectif « Animation-propagande » qui, nous l'avons vu, joue un rôle déterminant dans l'orientation du mouvement ; ils ont une part importante dans le déploiement de la lutte hors du cadre scolaire ; en effet, ce sont eux qui sont à l'origine de la manifestation du 6 mai, eux qui feront du meurtre d'Ambalavao un tremplin pour relancer un mouvement qui paraissait à bout de souffle. Durant la semaine insurrectionnelle, les 17 et 18, ce sont ces militants qui proposent la constitution du « Comité de grève des travailleurs » qui prendra le relais des scolaires à la direction du mouvement populaire. Ils y joueront un rôle important (c'est un militant de ce groupe, Manandafy, qui dans l'après-midi du 18 est le porte-parole des comités devant Ramanantsoa, avenue de l'Indépendance). Après le 18 mai et la rupture de l'unanimité des journées précédentes, ce sont eux encore qui cristallisent la force qui tentera de s'opposer à l'instauration du nouveau régime — en particulier à travers le KIM.

Dans la lutte ce vont développer une cice de la démocra légale sont disqual interdit l'émergence possible ; c'est à tra du mouvement scol

Après l'accessio une situation nouv déclarent le KIM se la réunion du Cong des objectifs élabor Mais, dans l'affront l'initiative : le nouv qui avait dominé l pouvoir étatique so

Devant ce renfo du *Ny Andry* vont tien du pouvoir d'É du système de cast rarchies, à l'égalité ration de l' « État national populaire, l' « État des petits un autre. Il s'agit inversion de la so rejetaient.

La force

Dans la périod semble autour d'él semaine insurrecti subalternes). En re Ramanantsoa, elle qui ira s'amenuisar que les nouveaux Mais alors, c'est da ment ZOAM qui s'a

Une question s pratique d'une dév parole et de pouv l'équipe tsiraniste

La ligne politique du « Ny Andry »

Dans la lutte contre le régime tsiraniste, les militants du *Ny Andry* vont développer une stratégie visant à radicaliser le mouvement par l'exercice de la démocratie directe : puisque le gouvernement et l'opposition légale sont disqualifiés, puisque l'organisation interne du mouvement interdit l'émergence d'une direction responsable, aucune négociation n'est possible ; c'est à travers ce mécanisme qu'ils favoriseront la radicalisation du mouvement scolaire et la mise en place du Comité des travailleurs.

Après l'accession au pouvoir de Ramanantsoa le 18 mai, qui crée une situation nouvelle, ces militants vont maintenir la même ligne : ils déclarent le KIM seul pouvoir légitime et placeront tous leurs espoirs dans la réunion du Congrès national populaire, poussant ainsi à la réalisation des objectifs élaborés dans l'étape de la lutte contre le régime tsiraniste. Mais, dans l'affrontement avec le gouvernement Ramanantsoa, ils perdent l'initiative : le nouveau régime, en récupérant à son profit le nationalisme qui avait dominé les journées de mai, réussit à s'installer sans que le pouvoir étatique soit mis en question.

Devant ce renforcement de la position du gouvernement, les militants du *Ny Andry* vont s'enfermer dans la défensive ; ils stigmatisent le maintien du pouvoir d'État et de la société qu'il engendre, simple perpétuation du système de castes d'autrefois ; ils appellent à la destruction des hiérarchies, à l'égalité de tous, et fixent comme objectif à atteindre l'instauration de l'« État des petits » (*Fanjakan'ny madinika*) par un Congrès national populaire, réalisation de leur rêve de démocratie directe. Dans l'« État des petits » régnera l'égalité de tous, nul n'aura de pouvoir sur un autre. Il s'agit là d'une construction utopique produite par simple inversion de la société hiérarchique et du pouvoir despotique qu'ils rejettent.

La force politique cristallisée autour du « Ny Andry »

Dans la période de lutte contre le régime tsiraniste, cette ligne rassemble autour d'elle la grande majorité des scolaires puis, au début de la semaine insurrectionnelle, des travailleurs (essentiellement des employés subalternes). En revanche, dans son affrontement avec le gouvernement Ramanantsoa, elle ne regroupe plus qu'une fraction de ces couches sociales qui ira s'amenuisant jusqu'à disparaître en septembre et octobre, à mesure que les nouveaux maîtres affirmeront leur rupture avec l'ancien régime. Mais alors, c'est dans cette orientation que va se reconnaître un mouvement ZOAM qui s'autonomise et sera en octobre la seule force organisée.

Une question se pose : pourquoi la stratégie fondée sur la mise en pratique d'une démocratie directe extrême, refusant toute délégation de parole et de pouvoir, a-t-elle eu tant d'efficacité lorsque l'adversaire était l'équipe tsiraniste et échouera-t-elle complètement lorsque celui-ci sera

Ramanantsoa et son gouvernement ? S'ils adhèrent à cette démocratie directe, c'est que les manifestants y revivent en quelque sorte le *fokonolona* des origines (ce mode de rapports mythique entre les habitants de la communauté villageoise où le pouvoir était démocratiquement exercé par l'assemblée de tous, où tous étaient régis par la plus stricte égalité). Ce mythe, référence obligée de tout discours nationaliste et élément essentiel de la résistance culturelle aux Français, a été entretenu durant toute la période coloniale (notamment dans des centaines de brochures). Il est en réalité la mise en forme de l'inversion de la société coloniale fondée sur une hiérarchie raciale et sur le pouvoir absolu de la minorité française. Le *fokonolona* est le lieu où les Malgaches, en réaction contre les Européens, construisaient leur différence, définissaient leur identité. Toutes ces manifestations de démocratie directe, cet avenir dont le Congrès national populaire devait être l'apothéose, ont été des éléments d'unification nationaliste et un moyen de reconquête de l'identité malgache face aux étrangers.

Dans la mesure où le régime tsiraniste est resté défini comme l'agent des Français, et où la lutte s'est trouvée contenue dans les termes posés durant la période coloniale, cette pratique de démocratie directe a eu un pouvoir de mobilisation considérable : en elle s'incarnaient les aspirations nationalistes de tous. Mais elle est rejetée comme une survivance du passé et perd de plus en plus d'efficacité face à un adversaire — Ramanantsoa et son gouvernement — qui se détache de l'ancien régime, affiche son indépendance à l'égard de l'ancienne métropole coloniale, ne peut donc plus être enfermé dans les termes anciens et devient lui-même porteur du nationalisme.

Les ZOAM

Ils sont présents tout au long de ces événements : apparaissant timidement dans les manifestations scolaires, ils participent au service d'ordre ; les 13 et 15 mai, ils sont les acteurs principaux des affrontements avec les FRS ; pour quelques heures, ils s'érigent en forces de l'ordre, contrôlant strictement leurs quartiers respectifs. Les derniers jours de mai, à l'issue de polémiques violentes, les militants du *Ny Andry* les imposent comme la quatrième composante du KIM ; ils renforcent rapidement leur organisation dans les quartiers populaires et se donnent une direction qui siègera dans le principal quartier populaire de la ville. Le journal *Ny Andry* est mis à leur disposition et devient leur canal d'expression. Leur organisation se consolide et le nombre des militants s'accroît alors que le KIM, sorti vaincu de l'affrontement avec le gouvernement, s'efface. Ils seront bientôt les porteurs principaux puis quasi uniques de la ligne radicale. Durant le mois de juillet, de nombreux militants sont envoyés en province pour y organiser les jeunes chômeurs sur une base identique à celle de Tananarive ; toutefois, leurs tentatives d'intervention dans les campagnes seront autant d'échecs. Durant le mois d'août ils sont la cible d'une offensive de l'ensemble de la presse tananarivienne : leurs actions

sont systématiquement
commun. Deux o
mis à sac, les ZOAM
tement scandaleu
employés ; pour l
doivent être châ
condamnés. Ils
dépourvue de tou
et toute manifest
manipulés par le
Ny Andry ; c'est
siège le 29 août.
étudiée car il s'ag
tention à agir en

Qu'en fin de p
ligne politique est
militants ZOAM c
jeunes, ils ont ét
bureaucratique ;
particulièrement
adhésion passion
brés dans des po
de cinq cents pa
mouvement, est
plus bas dans l'é
sément l'utopie c

sont systématiquement qualifiées de délinquantes, relevant du droit commun. Deux ou trois magasins de luxe du centre de la ville ayant été mis à sac, les ZOAM affirment qu'il s'agit de représailles contre le comportement scandaleux des patrons étrangers de ces magasins envers leurs employés ; pour les journaux, il s'agit de pur vandalisme dont les auteurs doivent être châtiés. Un certain nombre de jeunes seront lourdement condamnés. Ils sont stigmatisés comme responsables d'une violence dépourvue de toute signification politique (le *rotaka*, terme intraduisible) et toute manifestation de rue leur est imputée. On les dit indifféremment manipulés par les politiciens de l'ancien régime ou par les militants du *Ny Andry* ; c'est contre eux qu'est dirigée la proclamation de l'état de siège le 29 août. La campagne restera intense durant toute la période étudiée car il s'agit de les isoler dans la délinquance, de détruire leur prétention à agir en tant que force politique.

Qu'en fin de période les ZOAM constituent la seule force porteuse de la ligne politique est signe de l'impasse dans laquelle celle-ci est enfoncée. Les militants ZOAM occupent dans la ville une position marginale, ils sont jeunes, ils ont été rejetés très tôt de l'école, ils sont exclus du salariat bureaucratique ; dans l'univers urbain où les niveaux hiérarchiques sont particulièrement différenciés, ils occupent la position la plus basse. Leur adhésion passionnée à l'utopie égalitaire et à l'« État des petits », célébrés dans des poèmes et des chants, exaltés dans des assemblées de plus de cinq cents participants au foyer culturel où siègent les dirigeants du mouvement, est le reflet de la place qui leur est faite dans la ville : au plus bas dans l'échelle de la hiérarchie, ils adoptent d'autant plus intensément l'utopie qui la nie.

e démocratie
le *fekonolona*
bitants de la
ement exercé
ricté égalité).
ément essen-
durant toute
chures). Il est
ale fondée sur
française. Le
es Européens,
utes ces mani-
national popu-
n nationaliste
étrangers.
omme l'agent
s termes posés
irecte a eu un
les aspirations
ance du passé
Ramanantsoa
ne, affiche son
ne peut donc
me porteur du

araisant timi-
ervice d'ordre ;
ments avec les
re, contrôlant
mai, à l'issue
posent comme
ent leur orga-
direction qui
Le journal *Ny*
pression. Leur
eroît alors que
nt, s'efface. Ils
e la ligne radi-
nt envoyés en
se identique à
ention dans les
ls sont la cible
: leurs actions